

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1205

23 mai 2013

SOMMAIRE

2512 H S.A.	57806	Locafer S.A.	57803
Alata Investment S.A.	57797	Margaux S.A.	57800
Aramis S.A.	57840	Melkmina S.A.	57802
Bio-Products and Bio-Engineering S.A., SPF	57794	MIR Capital Management S.A.	57840
Blader Holding S.A.	57801	Möller Beheer S.A.	57806
Bononzo S.A., SPF	57796	Mont Blanc Investment S.A.	57799
Boone	57836	Nova Participation S.A.	57796
Capitis Partners S.à r.l.	57839	Peculium Holding S.A.	57804
Clairam S.A.	57794	PEMSTAR Luxembourg S.à r.l.	57839
Cnig S.A.	57805	Procédés et Brevets Industriels S.A.	57795
Colim S.A.	57801	Propreal S.A.	57797
Costa dei Fiori S.A.	57802	Reinvest S.A.	57800
C.P.F. Investissements S.A.	57805	SICAV-FIS Europe LBO V Porte Neuve	57794
Desalline S.A.	57802	South Coast Real Estate S.A.	57804
E.S.A.R. Group S.A., SPF	57798	Tetrade S.A.	57797
Estates S.A.	57801	Trans Distribution S.A.	57798
Firola Investment SPF S.A.	57798	Traviata Holding S.A. SPF	57805
Four Sixteen Holding S.A. SPF	57799	Ulrika S.A., SPF	57796
Gallion International Holding S.A. SPF ...	57803	Varama Investment S.A.	57800
Gofinco S.A. - SPF	57803	Vincourt S.A.	57795
Hengpart S.A.	57806	W.A.B. Weisz Lux S.à r.l.	57807
Ikaros S.A.	57795	Walton (Luxembourg) Fund Management S.A.	57826
Illinois Investments S.A.	57803	Zeus Participations S.A.	57840
Immobilière des Sables S.A.	57799		

Clairam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 69.720.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation de deux administrateurs et décharge accordée aux administrateurs démissionnaires;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056885/10/19.

Bio-Products and Bio-Engineering S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 55.891.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 10 juin 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065804/788/17.

SICAV-FIS Europe LBO V Porte Neuve, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 129.478.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 4 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport annuel au 31 décembre 2012,
- Approbation du rapport annuel au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs,
- Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises Agréé.
- Fixation des émoluments du Réviseur d'Entreprises Agréé.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Référence de publication: 2013065819/755/18.

Ikaros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 106.181.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 13 juin 2013 à 15.00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
3. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la Société,
4. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065813/755/19.

Procédés et Brevets Industriels S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 6.128.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11.6.2013 à 14.00 heures au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2012
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065815/17.

Vincourt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 162.870.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, exceptionnellement, le 12 juin 2013 à 14.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065823/833/18.

Nova Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 132.821.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 juin 2013 à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Ratification de la cooptation d'un administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065818/795/16.

Ulrika S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 79.219.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 14 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065822/755/19.

Bononzo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 51.616.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 10 juin 2013 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constat du report de présentation des comptes annuels au 31 décembre 2012
2. Décharge spéciale aux Administrateurs pour leur retard dans la soumission aux Actionnaires des comptes annuels au 31 décembre 2012
3. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire sur les comptes annuels au 31 décembre 2011
4. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065806/795/19.

Propreal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 31.615.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *10 juin 2013* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065817/795/19.

Tetrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 46.646.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *10 juin 2013* à 8:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065820/795/19.

Alata Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 132.822.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 juin 2013* à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065803/795/16.

Firola Investment SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 58.681.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 10 juin 2013 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Modification de la composition du Conseil d'Administration
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065811/795/16.

E.S.A.R. Group S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 163.342.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 juin 2013 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2011 et 2012
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065810/795/16.

Trans Distribution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 148.292.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra de manière extraordinaire le 10 juin 2013 à 11.00 heures au siège social, 19-21 Boulevard du Prince Henri, 1724 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date d'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2011 ainsi que du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes;
3. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat de l'exercice;
4. Question de la dissolution éventuelle de la société sur base de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux organes de la société;
6. Investissement en France;
7. Divers.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée générale doivent déposer leurs actions 5 jours francs avant l'assemblée générale auprès de la Société Européenne de Banque, 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Référence de publication: 2013065821/755/22.

Mont Blanc Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 99.782.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 juin 2013 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
2. Divers.

Une première assemblée générale a été tenue le 26 avril 2013, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013055172/18.

Four Sixteen Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 75.373.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056879/10/19.

Immobilière des Sables S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 86.289.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 04 juin 2013 à 09:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061154/1267/17.

Margaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.633.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués à une

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 juin 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
2. Divers.

Une première assemblée générale a été tenue le 26 avril 2013, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013055173/18.

Varama Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 73.091.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 31 mai 2013 à 14:00 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012
4. Affectation du résultat
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
6. Elections statutaires
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061187/795/18.

Reinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 18.217.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le 03.06.2013 à 10.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013060486/18.

Blader Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 35.263.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 11 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065805/506/16.

Colim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 16.607.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 11 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065807/506/16.

Estates S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 106.770.

All holders of Notes issued by Estates S.A. (the "Noteholders" and the "Company" respectively) in relation to the Compartments 2009/09/2 and 2009/09/4 of the Issuer are invited to attend a

MEETING

of Noteholders to be held at the registered office of the Company on June 7, 2013 starting respectively at 9 a.m. and 9.30 a.m., in order to consider the following agenda:

Agenda:

- a. Report from the board on the most important actions and decisions made or taken or contemplated to be made or taken by the Issuer or the Target Company in relation to the Securitized Assets, and in particular regarding the sale of the Target Company.
- b. Approval of the actions and decisions referred to in the Report from the Board.
- c. Miscellaneous.

This meeting is convened at the initiative of the Company.

In the event this general meeting is not able to deliberate validly for lack of a quorum, a second meeting of Noteholders holding Notes issued in relation to that Compartment shall be held respectively at 9 a.m. and at 9.30 am on June 14, 2013 at the registered office of the Company, with the same agenda and such second meeting shall have the right to pass resolutions on the items on the agenda irrespective of the quorum.

To be admitted to the meeting, the Noteholders shall be required at the beginning of the meeting to present the Notes in respect of which they intend to vote, or an attestation issued by a bank in Luxembourg attesting that the Notes are held by such bank on behalf of the Noteholders and shall be blocked until June 30, 2013.

The Report from the board of directors referred to in the agenda and the resolutions which will be proposed will be available for consultation at the registered office of the Company at least 8 days prior to the meeting upon presentation of one Note issued in relation to the Compartment concerned or upon presentation of the above mentioned attestation.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013064298/29.

Desalline S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 49.195.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *12 juin 2013* à 9.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065809/534/15.

Costa dei Fiori S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 39.245.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *10 juin 2013* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065808/506/16.

Melkmina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 124.813.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *05 juin 2013* à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061155/1267/16.

Gofinco S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 69.850.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme GOFINCO S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 10 juin 2013 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065812/750/15.

Illinois Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 67.217.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on June 10, 2013 at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at April 30, 2013
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013065814/795/15.

Locafer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.595.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 juin 2013 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065816/534/15.

Gallion International Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 72.129.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056880/10/19.

Peculium Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 64.242.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social, L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le jeudi 30 mai 2013 à 10.00 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2012
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Commissaire
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058422/20.

South Coast Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 90.337.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 8.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056881/10/19.

C.P.F. Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5811 Fentange, 67, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 107.579.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 07 juin 2013 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061153/1267/15.

Traviata Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 101.993.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056883/10/19.

Cnig S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 102.307.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 5 juin 2013 à 10.15 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059188/755/19.

2512 H S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 152.678.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 5 juin 2013 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059199/755/19.

Hengpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 87.111.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 31 mai 2013 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013061177/1023/16.

Möller Beheer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 97.718.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 03 juin 2013 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061156/1267/15.

W.A.B. Weisz Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.190.

—
**DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER
MERGER BY ACQUISITION**

of

W.A.B. Weisz Factoring s.r.o.

and

W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o.

and

W.A.B. Weisz Logistics s.r.o.

and

W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l.

drafted in accordance with Sec. 15, Sec. 70 and Sec. 191 and related provisions of Czech Act No. 125/2008 Sb., on Transformations of Companies and Cooperatives, as amended ("ZOP"), and in accordance with the simplified procedure laid down in Articles 278 and following of the Luxembourg Act on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended ("LACC") and in accordance with Article 5 of EU Directive No. 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (the "Directive"), on the day, month and year below, by the executive directors and manager of the following companies as the companies participating in the merger:

the sole executive director of W.A.B. Weisz Factoring s.r.o., having its registered office at Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, Czech Republic, ID No. 284 82 077, registered in the Commercial Register administered by the Municipal Court in Prague, File No. C 144805 ("W.A.B. Weisz Factoring")

and

the sole executive director of W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o., having its registered office at Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, Czech Republic, ID No. 290 33 047, registered in the Commercial Register administered by the Municipal Court in Prague, File No. C 161491 ("W.A.B. Weisz Enterprises")

and

the sole executive director of W.A.B. Weisz Logistics s.r.o., having its registered office at Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, Czech Republic, ID No. 285 39 699, registered in the Commercial Register administered by the Municipal Court in Prague, File No. C 148935 ("W.A.B. Weisz Logistics")

(W.A.B. Weisz Factoring, W.A.B. Weisz Enterprises and W.A.B. Weisz Logistics are hereinafter jointly referred to as the "Absorbed Companies" and individually as a "Absorbed Company")

and

the sole manager of W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l., having its registered office at 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, Registration No. B 175.190, registered in the Luxembourg Trade Register (the "Successor Company")

(the Absorbed Companies and the Successor Company are hereinafter jointly referred to as the "Participating Companies").

Art. 1. Preamble.

1.1. In accordance with the applicable provisions of ZOP and LACC and subject to other conditions stipulated by the laws of the Czech Republic and the Grand Duchy of Luxembourg, as well as the laws of the European Union, the Absorbed Companies will be dissolved without liquidation as of the effective date of the cross-border merger of the Successor Company by acquisition of the Absorbed Companies (the "Cross-Border Merger"), which is, in accordance with the laws of the country of the Successor Company, the date of publication of the resolution of the sole shareholder of the Successor Company approving the Cross-Border Merger lodged in the Trade Register (Registre de Commerce et des Sociétés), and in the National Gazette, part C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations). The Successor Company will assume the legal position of the Absorbed Companies and become the universal legal successor of the Absorbed Companies.

1.2. These common draft terms of the merger (the "Draft Terms") stipulate the rights and obligations of the Participating Companies within the implementation of the Cross-Border Merger, including the rights and obligations of their shareholders and creditors. The rights and obligations of the Absorbed Companies are governed by the laws of the Czech

Republic. The rights and obligations of the Successor Company are governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

1.3. The sole shareholder of all the Absorbed Companies, and therefore the owner of the 100% ownership interest in each of the Absorbed Companies, is the Successor Company.

1.4. There are no other titles conferring voting rights in the general meeting of each of the Absorbed Companies.

1.5. The sole shareholder of the Successor Company is Mr Slavomír Trencan, date of birth 5 April 1977, residing at U Obecního dvora 801/6, Prague 1, Postcode 110 00, Czech Republic (the "Sole Shareholder").

1.6. Within the meaning of Sec. 66a of Czech Act No. 513/1991 Sb., the Commercial Code, as amended, the Participating Companies are controlled persons and the Sole Shareholder is a controlling person directly controlling the Successor Company and indirectly controlling the Absorbed Companies via the Successor Company (the "Group").

1.7. The Participating Companies have not been dissolved or declared bankrupt.

1.8. These Draft Terms have been prepared, approved and agreed by the executive directors and manager of the Participating Companies.

Art. 2. Reasons for the Cross-Border Merger.

2.1. The Cross-Border Merger will result in synergistic effects for the entire Group, as the reason for implementing the Cross-Border Merger is the centralization of the Group's business in the Grand Duchy of Luxembourg, which will simplify the Group's structure and decrease its administrative burden and total costs. For the reasons indicated above, the Cross-Border Merger is economically justified and, as a whole, will generate positive effects on the Participating Companies.

Art. 3. Declarations of the Participating Companies.

3.1. In accordance with Sec. 61 (1) and Sec. 213 ZOP and Article 274 of LACC, as of the day of dissolution of the Absorbed Companies, i.e. as of the date of publication of the resolution of the sole shareholder of the Successor Company approving the Cross-Border Merger lodged in the Trade Register (Registre de Commerce et des Sociétés) and in the National Gazette, part C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (the "Effective Date"):

- (i) the Absorbed Companies will be dissolved without liquidation, and therefore will cease to exist;
- (ii) the assets and liabilities of the Absorbed Companies will be transferred to the Successor Company;
- (iii) the Successor Company will become the universal legal successor of the Absorbed Companies;
- (iv) Shares of the Absorbed Companies held by the Successor Company will be cancelled;
- (v) the Sole Shareholder will remain the sole shareholder of the Successor Company. The share interest held by the Sole Shareholder in the Successor Company will not change as a result of the Cross-Border Merger.

3.2. Neither the execution of the expert (auditor) report on the Cross-Border Merger nor a review of these Draft Terms by an independent expert (auditor) is required under Sec. 211 (1) (a) ZOP and Article 278 of LACC.

Art. 4. Identification of the Participating Companies (Sec. 70 (1) (a) ZOP; Article 261 (2) (a) of LACC).

4.1. In accordance with Sec. 63 (1) ZOP in connection with Article 261 (2) (a) and (b) of LACC, the Absorbed Companies and the Successor Company are the Participating Companies in the Cross-Border Merger. The Participating Companies are the following:

4.1.1. W.A.B. Weisz Factoring s.r.o., having its registered office at Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, Czech Republic, ID No. 284 82 077, registered in the Commercial Register administered by the Municipal Court in Prague, File No. C 144805, legal form: limited liability company, registered capital: CZK 1,000,000; as the Absorbed Company;

4.1.2. W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o., having its registered office at Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, Czech Republic, ID No. 290 33 047, registered in the Commercial Register administered by the Municipal Court in Prague, File No. C 161491, legal form: limited liability company, registered capital: CZK 200,000; as the Absorbed Company;

4.1.3. W.A.B. Weisz Logistics s.r.o., having its registered office at Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, Czech Republic, ID No. 285 39 699, registered in the Commercial Register administered by the Municipal Court in Prague, File No. C 148935, legal form: limited liability company, registered capital: CZK 200,000; as the Absorbed Company;

4.1.4. W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l., having its registered office at 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registration No. B 175.190, registered in the Luxembourg Trade Register, legal form: limited liability company (société à responsabilité limitée), registered capital: EUR 12,500; as the Successor Company.

4.2. The company resulting from the Cross-Border Merger is the Successor Company and the Absorbed Companies will cease to exist as of the Effective Date. Following the Cross-Border Merger, the Successor Company will not change its legal form, its name and its registered office, as mentioned in point 4.1.4 above.

4.3. The Successor Company is the sole shareholder and owner of the 100% ownership interest in W.A.B. Weisz Factoring, which corresponds to a fully paid contribution in the company's registered capital of CZK 1,000,000.

4.4. The Successor Company is the sole shareholder and owner of the 100% ownership interest in W.A.B. Weisz Enterprises, which corresponds to a fully paid contribution in the company's registered capital of CZK 200,000.

4.5. The sole shareholder and owner of 100% ownership interest in W.A.B. Weisz Logistics, corresponding to the fully paid contribution in the company's registered capital in the amount of CZK 200,000, is the Successor Company.

4.6. The Sole Shareholder is the sole shareholder and owner of the 100% share in the Successor Company, which corresponds to a fully paid contribution in the company's registered capital of EUR 12,500.

Art. 5. Exchange Ratio (Sec. 70 (1) (b), Sec. 88 ZOP; Article 261 (2) (b) of LACC).

5.1. Whereas the Successor Company is:

- (a) the sole shareholder of W.A.B. Weisz Factoring,
- (b) the sole shareholder of W.A.B. Weisz Enterprises, and
- (c) the sole shareholder of W.A.B. Weisz Logistics,

and, as such, the Successor Company is the owner of all ownership interests in all of the Absorbed Companies, none of the ownership interests in any of the Absorbed Companies will be exchanged for an ownership interest in the Successor Company or any part thereof, in accordance with Sec. 97 (a) ZOP and in accordance with Article 278 of LACC; therefore, the exchange ratio has not to be determined.

5.2. With regard to the fact that none of the ownership interests in any of the Absorbed Companies will be exchanged for an ownership interest in the Successor Company, no cash payment will be made within the meaning of ZOP.

5.3. Neither the amount of the contribution nor the amount of the ownership interest of the Sole Shareholder as the current sole shareholder of the Successor Company will change as a result of the Cross-Border Merger. Therefore, the Sole Shareholder's participation in the Successor Company will not change.

Art. 6. Merger Date of the Cross-Border Merger, financial statements (Sec. 70 (1) (c) and Sec. 191 (1) (d) ZOP; Article 261 (2) (e) and 261 (4) (e) of LACC).

6.1. Under Sec. 10 ZOP and Article 261 (2) (e) of LACC, the merger date of the Cross-Border Merger is the Effective Date of the Cross-Border Merger, i.e. the date of publication of the resolution of the sole shareholder of the Successor Company approving the Cross-Border Merger, lodged in the Trade Register (Registre de Commerce et des Sociétés) and in the National Gazette, part C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (the "Merger Date"). As of the Merger Date, the actions, operations of the Absorbed Companies are deemed, for accounting purposes, to be performed for the account of the Successor Company.

6.2. The Absorbed Companies will prepare, in accordance with Sec. 11 (1) ZOP, final financial statements as at the date preceding the Merger Date. The final financial statements of the Absorbed Companies must be audited in accordance with Sec. 12 (1) ZOP.

6.3. The Successor Company will prepare, in accordance with Sec. 11 (3) ZOP, an opening balance sheet as at the Merger Date.

6.4. In accordance with Luxembourg law the opening balance sheet of the Successor Company does not need to be audited.

6.5. The day of the financial statements of the Participating Companies the Draft Terms of the Cross Border Merger are based on, within the meaning with Sec. 191 (1) (d) ZOP and Article 261 (4) (e) of LACC are the financial statements as at December 31, 2012 of the Absorbed Companies and the interim financial statements as at April 1st, 2013 of the Successor Company.

Art. 7. Rights conferred to the holders of bonds, different types of shares, subscription warrants or other securities (Sec. 70 (1) (d) ZOP; Article 261 (2) (f) of LACC).

7.1. Given the fact that none of the Participating Companies has issued any bonds, these Draft Terms stipulate no rights the Successor Company should grant to holders of bonds and these Draft Terms do not contain any measures proposed to be taken with respect to bond holders.

7.2. Given the fact that none of the Participating Companies has issued any shares of different types, subscription warrants or other securities carrying special rights (the "Special Securities"), these Draft Terms stipulate no rights the Successor Company should grant to holders of Special Securities and these Draft Terms do not contain any measures proposed to be taken with respect to and in favour of the holders of Special Securities.

Art. 8. Date from which the entitlement to a share in profits arises, and conditions for the occurrence of such right (Sec. 70 (1) (e) ZOP; Article 261 (2) (d) of LACC).

8.1. Since, in accordance with Sec. 97 (a) ZOP and Article 278 of LACC, the ownership interests in the Absorbed Companies will not be exchanged for an ownership interest in the Successor Company, these Draft Terms stipulate no conditions for the determination of the date from which the entitlement should arise to a share in profits from the exchange of the ownership interest / new ownership interests in the Successor Company, nor the special conditions regarding this right.

Art. 9. Special advantages granted by the Participating Companies (Sec. 70 (1) (f) ZOP; Article 261 (2) (g) of LACC).

9.1. No special advantage is granted in respect of the Cross-Border Merger to the management and other administrative bodies, directors and officers of the Participating Companies.

9.2. Since in accordance with Sec. 211 (1) (a) ZOP and Article 278 of LACC no expert report on the Cross-Border Merger will be prepared and these Draft Terms will not be reviewed by an independent expert and since none of the Participating Companies has a supervisory board or any other control body, these Draft Terms do not specify any special advantage to be granted to such persons or the terms under which such an advantage would be granted to these persons by the Participating Companies.

Art. 10. Amendments to the Articles of Association of the Successor Company (Sec. 70 (1) (g) ZOP; Article 261 (4) (a) of LACC)

10.1. The memorandum of association of the Successor Company will not be amended as a consequence of the Cross-Border Merger. A copy of the Articles of Association in force of the Successor Company is attached as Appendix A.

Art. 11. Information on the procedure for the involvement of employees in the Successor Company's matters, presumed impact of the Cross-Border Merger on employees and employment (Sec. 191 (1) (a), (c) ZOP; Article 261 (4) (b), (c) of LACC).

11.1. Since none of the Participating Companies has any employees, or representative body of employees these Draft Terms do not contain any information on the procedure for the involvement of employees in the Successor Company's matters or the presumed impact of the Cross-Border Merger on employees.

Art. 12. Information on the valuation of the assets and liabilities of the Absorbed Companies that are to be transferred to the Successor Company (Sec. 191 (1) (b) ZOP; Article 261 (4) (d) of LACC).

12.1. In accordance with Sec. 73 (1) ZOP and Article 278 of LACC, the Participating Companies are not required to value the assets and liabilities of any of the Participating Companies by a court-appointed expert, since the Successor Company is the sole shareholder of all Absorbed Companies and the registered capital of the Successor Company is not increased from the assets of any of the Absorbed Companies within the Cross-Border Merger.

12.2. From a Luxembourg accounting perspective, the principle of continuity applies. The Successor Company will assume the valuation of the assets and liabilities in the book values as applied by the Absorbed Companies in their final financial statements as at the date preceding the Merger Date. The shares of the Absorbed Companies held by the Successor Company will be cancelled.

12.3. The registered capital of the Successor Company will not be increased or decreased as a result of the Cross-Border Merger.

Art. 13. Approval by public authorities (Sec. 15a (1) ZOP).

13.1. The Participating Companies hereby expressly represent that no consent of one or more public authorities is required to implement the Cross-Border Merger under applicable laws or under directly applicable regulations of the European Union under Sec. 15a (1) ZOP.

Art. 14. Interim financial statements of the Participating Companies (Sec. 11 (2) ZOP; Article 267 (1) (c) of LACC).

14.1. Since the period from the date of the last financial statements of the Absorbed Companies to the date of these Draft Terms is shorter than 6 months, the Absorbed Companies are not, in accordance with Sec. 11 (2) ZOP, required to prepare interim financial statements.

14.2. As the Successor Company has been established in 2013, the Successor Company has not yet financial statements. The Successor Company has established interim financial statements as at April 1st, 2013.

Art. 15. Protection of creditors of the Participating Companies (Sec. 35 et seq. ZOP; Article 262 (2) (c) and 268 (1) of LACC).

15.1. The creditors of the Absorbed Companies that submit their claims within 3 months of the publication of these Draft Terms are entitled to require security if the recoverability of their receivables deteriorates as a result of the Cross-Border Merger. Other information regarding the method of securing creditors' claims is stipulated in Sec. 35 et seq. and Sec. 59u et seq. ZOP. For all Absorbed Companies, comprehensive information on how to exercise the rights of creditors may be obtained free of charge at the registered office of the Absorbed Companies at Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, Czech Republic, in accordance with Sec. 591 (2) ZOP and Article 262 (2) (c) of LACC.

15.2. In accordance with Article 268 (1) of LACC, the creditors of the Successor Company whose claims predate the date of publication of the resolution of the sole shareholder of the Successor Company approving the Cross-Border Merger, lodged in the Trade Register (Registre de Commerce et des Sociétés) and in the National Gazette, part C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), may apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the "Tribunal d'Arrondissement" in the district of which the registered office of the Successor Company is located, for the collateralisation of mature or immature debts, where they can credibly demonstrate that due to the Cross-Border Merger the satisfaction of their claims is at stake and that no adequate safeguards have been obtained from the Successor Company. Comprehensive information on how to exercise the rights of creditors may be obtained free of charge at the registered office of the Successor Company in accordance with Article 262 (2) (c) of LACC.

Art. 16. Final provisions.

16.1. Unless these Draft Terms specify otherwise, the process of the Cross-Border Merger and other rights and obligations of the Participating Companies shall be governed by the applicable provisions of the laws of the Czech Republic, the Grand Duchy of Luxembourg and the applicable provisions of the law of the European Union.

16.2. In accordance with Article 12 of the Directive and Sec. 59k and Sec. 213 ZOP, the date of effect of the Cross-Border Merger shall be determined by the law of the Member State of the Successor Company, that is to say, in this case, the Luxembourg law. In accordance with Article 273ter (1) of LACC, the Cross-Border Merger takes legal effect as of the Effective Date, i.e. the date of publication of the resolution of the sole shareholder of the Successor Company approving the Cross-Border Merger lodged in the Trade Register (Registre de Commerce et des Sociétés) and in the National Gazette, part C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

16.3. In accordance with Sec. 24 and Sec. 59p ZOP and Article 265 (1) and 278 of LACC, the administrative and management bodies of each Participating Companies will draw up a detailed written report addressed to the members explaining these Draft Terms and setting out the legal and economic grounds of the Cross Border Merger.

16.4. These Draft Terms are valid in accordance with Sec. 15 (2) ZOP as of signing hereof by all Participating Companies. In order to fulfil the requirements of Czech law, for the purposes of Czech law, these Draft Terms will be executed in the form of notarial deed.

16.5. In the event that one or more provisions of this Draft Terms is (are) declared invalid, illegal or impossible to be performed, in whole or in part, the validity and the possibility to perform all other provisions of these Draft Terms will not be affected. In case of invalid, illegal or impossible to be performed provision(s), the Participating Companies undertake to agree upon a valid and enforceable provision that corresponds as much as possible at the commercial intention that the Participating Companies would have had if they had identified the contested provision when the Draft Terms were proposed. The same principles apply in the event that the Draft Terms are incomplete.

16.6. The Appendix A to these Draft Terms is an integral part of these Draft Terms.

16.7. The present Draft Terms will be published in the Trade Register (Registre de Commerce et des Sociétés) and in the National Gazette, part C (Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations) in accordance with articles 262 and 9 of LACC. The present Draft Terms will be published as well in the manner enabling remote access in accordance with Sec. 33a (1) ZOP.

16.8. These Drafts Terms are executed in three language versions, Czech, English and French. In the event of any discrepancies, the English version shall prevail.

PROJEKT PRESHRANICNÍ FÚZE SLOUCENÍM

společností

W.A.B. Weisz Factoring s.r.o.

a

W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o.

a

W.A.B. Weisz Logistics s.r.o.

a

W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l.

vypracovaný ve smyslu ustanovení § 15, § 70 a § 191 a souvisejících ustanovení českého zákona c. 125/2008 Sb., o premenách obchodních společností a družstev, ve znění pozdějších předpisu (dále jen „ZOP“) a ve smyslu zjednodušeného postupu podle článku 278 a násl. lucemburského zákona o obchodních společnostech ze dne 10. srpna 1915, ve znění pozdějších předpisu (dále jen „LACC“) a dále ve smyslu článku 5 směrnice 2005/56/ES Evropského parlamentu a Rady ze dne 26. října 2005 o přeshraničních fúzích kapitálových společností (dále jen „Smernice“) níže uvedeného dne, měsíce a roku statutárními orgány a reditelem následujících společností jako společností zúčastněných na fúzi:

jednatel společnosti W.A.B. Weisz Factoring s.r.o., se sídlem Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Praha 2 - Česká republika, ICO: 284 82 077, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, spisová značka C 144805 (dále jen „W.A.B.Weisz Factoring“)

a

jednatel společnosti W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o., se sídlem Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Praha 2 - Česká republika, ICO: 290 33 047, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, spisová značka C 161491 (dále jen „W.A.B. Weisz Enterprises“)

a

jednatel společnosti W.A.B. Weisz Logistics s.r.o., se sídlem Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Praha 2 - Česká republika, IČO: 285 39 699, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, spisová značka C 148935 (dále jen „W.A.B. Weisz Logistics“)

(společnost W.A.B. Weisz Factoring, W.A.B. Weisz Enterprises a W.A.B. Weisz Logistics dále společnost také jen jako „Zanikající společnost“ a každá samostatně jako „Zanikající společnost“)

a

reditelem společnosti W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l., se sídlem 11 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Lucemburské velkovévodství, registrační číslo B 175190, zapsaná v Lucemburském obchodním rejstříku (dále jen „Nástupnická společnost“)

(Zanikající společnost a Nástupnická společnost dále společně také jen jako „Zúčastněné společnosti“).

Článek I. Preamble.

1.1. V souladu s příslušnými ustanoveními ZOP a LACC a za splnění dalších podmínek stanovených právními předpisy České republiky, Lucemburského velkovévodství, jakož i právními předpisy Evropské unie dochází v důsledku realizace procesu přeshraniční fúze Zanikajících společností sloučením do Nástupnické společnosti (dále jen „Přeshraniční fúze“) ke dni účinnosti Přeshraniční fúze, kterým je v souladu s právním rádem státu Nástupnické společnosti den zveřejnění rozhodnutí jediného společníka Nástupnické společnosti o schválení Přeshraniční fúze, uloženého v Obchodním rejstříku (Registre de Commerce et des Sociétés) a v Národním vestníku, část C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), k zániku Zanikajících společností bez likvidace. Nástupnická společnost vstoupí do právního postavení Zanikajících společností a stane se tak univerzálním právním nástupcem Zanikajících společností.

1.2. Předmětem tohoto společného projektu fúze (dále jen „Projekt“) je zejména úprava práv a povinností Zúčastněných společností při realizaci procesu Přeshraniční fúze, včetně úpravy práv a povinností společníků a veritelů Zúčastněných společností. Práva a povinnosti Zanikajících společností se řídí právním rádem České republiky. Práva a povinnosti Nástupnické společnosti se řídí právním rádem Lucemburského velkovévodství.

1.3. Jediným společníkem všech Zanikajících společností, a tedy vlastníkem 100% obchodního podílu v každé ze Zanikajících společností, je Nástupnická společnost.

1.4. V žádné ze Zanikajících společností neexistují jiné právní tituly, se kterými by byla spojena hlasovací práva na valné hromadě

1.5. Jediným společníkem Nástupnické společnosti je pan Slavomír Trencan, datum narození 5. dubna 1977, bytem Praha 1, U obecního dvora 801/6, PSC 110 00, Česká republika (dále jen „Jediný společník“).

1.6. Zúčastněné společnosti jsou ve smyslu ustanovení § 66a českého zákona č. 513/1991 Sb., obchodní zákoník, ve znění pozdějších předpisů, ovládanými osobami s tím, že osobou ovládající je Jediný společník, který přímo ovládá Nástupnickou společnost a prostřednictvím ní nepřímě ovládá Zanikající společnosti (dále jen „Skupina“).

1.7. Žádná ze Zúčastněných společností nebyla zrušena a na žádnou ze Zúčastněných společností nebyl prohlášen konkurs.

1.8. Tento Projekt byl připraven, schválen a dohodnut statutárními orgány a reditelem Zúčastněných společností.

Článek II. Důvod realizace Přeshraniční fúze.

2.1. Přeshraniční fúze povede k synergickým efektům pro celou Skupinu, neboť jejím cílem je centralizace podnikání Skupiny na území Lucemburského velkovévodství, což bude mít za následek zjednodušení struktury Skupiny a snížení administrativní zátěže a celkových nákladů. Z uvedených důvodů je Přeshraniční fúze ekonomicky odůvodněná a jako celek vede k pozitivním dopadům na Zúčastněné společnosti.

Článek III. Prohlášení Zúčastněných společností.

3.1. V souladu s ustanoveními § 61 odst. 1 a § 213 ZOP a článkem 274 LACC ke dni zániku Zanikajících společností, a tedy ke dni zveřejnění rozhodnutí jediného společníka Nástupnické společnosti o schválení Přeshraniční fúze uloženého v Obchodním rejstříku (Registre de Commerce et des Sociétés) a v Národním vestníku, část C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (dále jen „Den účinnosti“):

(i) dojde ke zrušení Zanikajících společností bez likvidace a tím i k jejich zániku;

(ii) dojde k přechodu veškerého jmění a závazků Zanikajících společností na Nástupnickou společnost;

(iii) Nástupnická společnost se stane univerzálním právním nástupcem Zanikajících společností;

(iv) Obchodní podíly v Zanikajících společnostech vlastněné Nástupnickou společností zaniknou;

(v) Jediný společník zůstane jediným společníkem Nástupnické společnosti. V důsledku realizace Přeshraniční fúze tedy nedojde ke změně majetkové účasti Jediného společníka v Nástupnické společnosti.

3.2. V případě realizace Přeshraniční fúze se porízení znalecké zprávy o ní, ani prezkoumání tohoto Projektu nezávislým znalcem v souladu s ustanoveními § 211 odst. 1 písm. a) ZOP a článkem 274 LACC nevyžaduje.

Článek IV. Identifikace Zúčastněných společností (§ 70 odst. 1 písm. a) ZOP; článek 261 (2) (a) LACC).

4.1. V souladu s ustanovením § 63 odst. 1 ZOP ve spojení s článkem 261 (2) (a) LACC jsou v procesu Preshranicní fúze Zúčastněnými společnostmi Nástupnická společnost a Zanikající společnosti. Těmito Zúčastněnými společnostmi jsou:

4.1.1. společnost W.A.B. Weisz Factoring s.r.o., se sídlem Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Praha 2, Česká republika, ICO: 284 82 077, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, spisová značka C 144805, právní forma: společnost s ručením omezeným, základní kapitál: 1.000.000,- Kč; jako Zanikající společnost;

4.1.2. společnost W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o., se sídlem Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Praha 2, Česká republika, ICO: 290 33 047, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, spisová značka C 161491, právní forma: společnost s ručením omezeným, základní kapitál: 200.000,- Kč; jako Zanikající společnost;

4.1.3. společnost W.A.B. Weisz Logistics s.r.o., se sídlem Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Praha 2, Česká republika, ICO: 285 39 699, zapsaná v obchodním rejstříku vedeném Městským soudem v Praze, spisová značka C 148935, právní forma: společnost s ručením omezeným, základní kapitál: 200.000,- Kč; jako Zanikající společnost;

4.1.4. společnost W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l., se sídlem 11 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Lucemburské velkovévodství, registrační číslo B 175190, zapsaná v Lucemburském obchodním rejstříku, právní forma: společnost s ručením omezeným (société à responsabilité limitée), základní kapitál: 12.500,- EUR; jako Nástupnická společnost.

4.2. Ke Dni účinnosti dojde k zániku Zanikajících společností, přičemž společnosti vyplývající z Preshranicní fúze je Nástupnická společnost. Nástupnická společnost v důsledku Preshranicní fúze nezmění svou právní formu, název ani sídlo uvedené v článku 4.1.4 výše.

4.3. Jediným společníkem a vlastníkem 100% obchodního podílu ve společnosti W.A.B. Weisz Factoring, kterému odpovídá plně splacený vklad do základního kapitálu této společnosti ve výši 1.000.000,- Kč, je Nástupnická společnost.

4.4. Jediným společníkem a vlastníkem 100% obchodního podílu ve společnosti W.A.B. Weisz Enterprises, kterému odpovídá plně splacený vklad do základního kapitálu této společnosti ve výši 200.000,- Kč, je Nástupnická společnost.

4.5. Jediným společníkem a vlastníkem 100% obchodního podílu ve společnosti W.A.B. Weisz Logistics, kterému odpovídá plně splacený vklad do základního kapitálu této společnosti ve výši 200.000,- Kč, je Nástupnická společnost.

4.6. Jediným společníkem a vlastníkem 100% podílu v Nástupnické společnosti, kterému odpovídá plně splacený vklad do základního kapitálu této společnosti ve výši 12.500,- EUR, je Jediný společník.

Článek V. Výmenný pomer (§ 70 odst. 1 písm. b), § 88 ZOP; článek 261 (2) (b) LACC).

5.1. Vzhledem k tomu, že:

- (a) jediným společníkem společnosti W.A.B. Weisz Factoring,
- (b) jediným společníkem společnosti W.A.B. Weisz Enterprises, i
- (c) jediným společníkem společnosti W.A.B. Weisz Logistics,

a tedy vlastníkem všech obchodních podílů v Zanikajících společnostech, je Nástupnická společnost, nebude obchodní podíl v žádné ze Zanikajících společností v souladu s ustanoveními § 97 písm. a) ZOP a v souladu s článkem 278 LACC vyměněn za obchodní podíl v Nástupnické společnosti či jeho jakoukoli část, výmenný pomer tedy nemusí být stanoven.

5.2. S ohledem na skutečnost, že žádný z obchodních podílů v žádné ze Zanikajících společností nepodléhá výměně, nebudou vypláceny ani žádné doplatky ve smyslu ZOP.

5.3. Výše vkladu ani výše obchodního podílu Jediného společníka jakožto dosavadního společníka Nástupnické společnosti se v důsledku realizace Preshranicní fúze nemění, nedojde tedy ke změně majetkové účasti Jediného společníka v Nástupnické společnosti.

Článek VI. Rozhodný den Preshranicní fúze, účetní závěrky (§ 70 odst. 1 písm. c) a § 191 odst. 1 písm. d) ZOP; Článek 261 (2) (e) a 261 (4) (e) LACC).

6.1. Rozhodným dnem Preshranicní fúze je ve smyslu § 10 ZOP a článku 261 (2) (e) LACC den účinnosti Preshranicní fúze, tedy den zveřejnění rozhodnutí jediného společníka Nástupnické společnosti o schválení Preshranicní fúze, uloženého v Obchodním rejstříku (Registre de Commerce et des Sociétés) a v Národním vestníku, část C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (dále jen „Rozhodný den“). Od rozhodného dne se jednání Zanikajících společností považují za uskutečněná na účet Nástupnické společnosti.

6.2. Zanikající společnosti sestaví v souladu s ustanovením § 11 odst. 1 ZOP konečné účetní závěrky ke dni předcházejícímu Rozhodný den. Konečné účetní závěrky Zanikajících společností musejí být overeny auditorem, v souladu s ustanovením § 12 odst. 1 ZOP.

6.3. Nástupnická společnost sestaví v souladu s ustanovením § 11 odst. 3 ZOP zahajovací rozvahu k Rozhodnému dni.

6.4. V souladu s lucemburským právem Nástupnická společnost není povinna overit zahajovací rozvahu auditorem.

6.5. Den účetních závěrek Zúčastněných společností použitý pro stanovení podmínek Projektu Preshranicní fúze ve smyslu ustanovení § 191 odst. 1 písm. d) ZOP a článku 261 (4) (e) LACC jsou pro Zanikající společnosti účetní závěrky sestavené ke dni 31.12.2012 a pro Nástupnickou společnost mezitímní účetní závěrka sestavená ke dni 1.4.2013.

Clánek VII. Práva poskytnutá vlastníkem dluhopisu, Jednotlivých druhu akcií, Opcních listů či jiných cenných papírů (§ 70 odst. 1 písm. d) ZOP; Clánek 261 (2) (f) LACC).

7.1. Vzhledem k tomu, že žádná ze Zúčastněných společností není emitentem dluhopisu, nejsou v tomto Projektu stanovena práva, jež Nástupnická společnost poskytne vlastníkem dluhopisu, ani zde nejsou uvedena opatření, která jsou pro ne navrhována.

7.2. Z důvodu, že žádná ze Zúčastněných společností není emitentem různých druhů akcií, opčních listů ani jiných cenných papírů se zvláštními právy (dále jen „Zvláštní cenné papíry“), nejsou v tomto Projektu stanovena žádná práva, jež Nástupnická společnost poskytne vlastníkem Zvláštních cenných papírů, ani zde nejsou uvedena opatření, jež jsou pro ne v jejich prospěch navrhována.

Clánek VIII. Den, od kterého vzniká právo na podíl na zisku a předpoklady jeho vzniku (§ 70 odst. 1 písm. e) ZOP; Clánek 261 (2) (d) LACC).

8.1. Jelikož v souladu s ustanoveními § 97 písm. a) ZOP a článkem 278 LACC nedojde k výměně obchodních podílů v Zanikajících společnostech za obchodní podíl v Nástupnické společnosti, neobsahuje tento Projekt úpravu ohledně určení dne, od kterého vznikne právo na podíl ze zisku z vyměněného obchodního podílu / nových obchodních podílů v Nástupnické společnosti, jakož ani zvláštní podmínky týkající se tohoto práva.

Clánek IX. Zvláštní výhody poskytované Zúčastněnými společnostmi (§ 70 odst. 1 písm. f) ZOP; Clánek 261 (2) (g) LACC).

9.1. V souvislosti s Preshranicí fúzí se neposkytuje žádná zvláštní výhoda statutárním orgánům, managementu ani jiným orgánům žádné ze Zúčastněných společností či jejich členům.

9.2. Jelikož ve smyslu ustanovení § 211 odst. 1 písm. a) ZOP a článkem 278 LACC nebude vypracovávána znalecká zpráva o Preshranicí fúzi a ani nebude tento Projekt prezkoumán nezávislým znalcem, a vzhledem k tomu, že žádná ze Zúčastněných společností nemá dozorčí radu ani jiný kontrolní orgán, nejsou v tomto Projektu uvedeny žádné zvláštní výhody poskytnuté těmto osobám, ani informace za jakých podmínek jsou takové výhody těmto osobám ze strany Zúčastněných společností poskytovány.

Clánek X. Změny společenské smlouvy Nástupnické společnosti (§ 70 odst. 1 písm. g) ZOP; Clánek 261 (4) (a) LACC).

10.1. Ustanovení společenské smlouvy Nástupnické společnosti se v důsledku Preshranicí fúze nemění. Aktuální znění společenské smlouvy Nástupnické společnosti tvoří Přílohu A.

Clánek XI. Údaje o postupu, kterým se stanoví zapojení zaměstnanců do záležitostí Nástupnické společnosti, pravděpodobné dopady Preshranicí fúze na zaměstnance a zaměstnanost (§ 191 odst. 1 písm. a), c) ZOP; Clánek 261 (4) (b), (c) LACC).

11.1. Vzhledem ke skutečnosti, že žádná ze Zúčastněných společností nemá žádné zaměstnance ani orgán zastupující zaměstnance, neobsahuje tento Projekt údaje o postupu, kterým se stanoví zapojení zaměstnanců do záležitostí Nástupnické společnosti ani pravděpodobné dopady Preshranicí fúze na zaměstnance.

Clánek XII. Údaje o ocenění aktiv a pasiv Zanikajících společností, která přechází na Nástupnickou společnost (§ 191 odst. 1 písm. b) ZOP; Clánek 261 (4) (d) LACC).

12.1. V souladu s ustanovením § 73 odst. 1 ZOP a článkem 278 LACC není žádná ze Zúčastněných společností povinna provést ocenění jmení ani závazků kterékoli ze Zúčastněných společností posudkem znalce jmenovaného k tomuto účelu soudem, neboť Nástupnická společnost je jediným společníkem každé ze Zanikajících společností a v rámci realizace procesu Preshranicí fúze nedochází ke zvýšení základního kapitálu Nástupnické společnosti ze jmení kterékoli ze Zanikajících společností.

12.2. Z hlediska lucemburského účetnictví se uplatní princip kontinuity. Nástupnická společnost převezme ocenění aktiv a pasiv v účetních hodnotách, jak jsou uvedeny v účetních závěrkách Zanikajících společností vyhotovených ke dni předcházejícímu Rozhodný den. Podíly vlastněné Nástupnickou společností v Zanikajících společnostech zaniknou.

12.3. Základní kapitál Nástupnické společnosti nebude v důsledku Preshranicí fúze zvýšen ani snížen.

Clánek XIII. Souhlas orgánů veřejné moci (§ 15a odst. 1 ZOP).

13.1. Zúčastněné společnosti tímto výslovně prohlašují, že k realizaci procesu Preshranicí fúze není vyžadován souhlas jednoho nebo více správních orgánů podle zvláštních zákonů nebo podle přímo použitelných předpisů Evropské unie ve smyslu ustanovení § 15a odst. 1 ZOP.

Clánek XIV. Mezitímní účetní závěrky Zúčastněných společností (§ 11 odst. 2 ZOP; Clánek 267 (1) (c) LACC).

14.1. Jelikož ode dne vypracování posledních řádných účetních závěrek Zanikajících společností do dne vyhotovení tohoto Projektu neuplynulo více než 6 měsíců, není podle ustanovení § 11 odst. 2 ZOP nezbytné sestavovat mezitímní účetní závěrky Zanikajících společností.

14.2. Vzhledem k tomu, že Nástupnická společnost vznikla v roce 2013, nesestavovala zatím řádnou účetní závěrku. Nástupnická společnost sestavila mezitímní účetní závěrku ke dni 1.4.2013.

Clánek XV. Ochrana veritelu Zúcastnených společností (§ 35 a násl. ZOP; Clánek 262 (2) (c) a 268 (1) LACC).

15.1. Veritelé Zanikajících společností, kteří přihlásí své pohledávky ve lhůtě 3 měsíců ode dne zveřejnění Projektu, mohou požadovat poskytnutí zajištění, jestliže se v důsledku Přehranicní fúze zhorší dobytost jejich pohledávek. Další podrobnosti o způsobu zajištění pohledávek veritelu upravuje ustanovení § 35 a násl. a § 59u a násl. ZOP. Úplné informace o způsobu uplatnění svých práv mohou veritelé Zanikajících společností bezplatně obdržet v sídle Zanikajících společností na adrese Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Praha 2, Česká republika, v souladu s ustanovením § 59l odst. 2 ZOP a článkem 262 (2) (c) LACC.

15.2. V souladu s článkem 268 (1) LACC veritelé Nástupnické společnosti, kteří mají pohledávky předcházející datu zveřejnění rozhodnutí jediného společníka Nástupnické společnosti o schválení Přehranicní fúze uloženého v Obchodním rejstříku (Registre de Commerce et des Sociétés) a v Národním vestníku, část C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), mohou požádat ve lhůtě dvou měsíců od tohoto zveřejnění soudce předsedajícího komore „Tribunal d'Arrondissement“ v okrese podle sídla Nástupnické společnosti, o zajištění splatných a nesplatných pohledávek, a to v případě, že bude verohodně prokázáno, že v důsledku Přehranicní fúze bude splnění jejich pohledávek ohroženo a Nástupnická společnost neposkytlá primerené zajištění. V souladu s článkem 262 (2) (c) LACC mohou veritelé získat podrobné informace o způsobu uplatnění svých práv bezplatně v sídle Nástupnické společnosti.

Clánek XVI. Závěrečná ustanovení.

16.1. Není-li v tomto Projektu uvedeno jinak, řídí se dále proces Přehranicní fúze a další práva a povinnosti Zúcastnených společností příslušnými ustanoveními práva České republiky a Lucemburského velkovévodství, jakož i příslušnými právními předpisy práva Evropské unie.

16.2. V souladu s článkem 12 Smernice a ustanovením § 59k a § 213 ZOP, se den nabytí účinnosti Přehranicní fúze určí podle práva členského státu, kterým se řídí Nástupnická společnost, to je v tomto případě lucemburské právo. V souladu s článkem 273ter (1) LACC nabývá Přehranicní fúze účinnosti ke dni účinnosti, tj. ke dni zveřejnění rozhodnutí jediného společníka Nástupnické společnosti o schválení Přehranicní fúze uloženého v Obchodním rejstříku (Registre de Commerce et des Sociétés) a v Národním vestníku, část C (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

16.3. V souladu s ustanovením § 24 a § 59p ZOP a článkem 265 (1) a 278 LACC statutární orgány každé ze Zúcastnených společností vyhotoví písemnou zprávu pro společníky vysvětlující tento Projekt a objasňující právní a ekonomické důvody Přehranicní fúze.

16.4. Tento Projekt je platný v souladu s ustanovením § 15 odst. 2 ZOP okamžikem jeho podpisu všemi Zúcastnenými společnostmi. V zájmu splnění náležitostí podle českých právních předpisů bude tento Projekt pro účely českého práva sepsán formou notářského zápisu.

16.5. Pokud bude jedno nebo více ustanovení tohoto Projektu shledáno neplatným, nezákonným nebo nemožným splnění, a to zcela nebo zčásti, nezpůsobí to neplatnost nebo nemožnost splnění zbylých ustanovení tohoto Projektu. V případě neplatnosti, nezákonnosti nebo nemožnosti splnění některého(ých) ustanovení se Zúcastnené společnosti zavazují dohodnout se na platném a vymahatelném ustanovení, které bude v co největším rozsahu odpovídat obchodnímu záměru, který by Zúcastnené společnosti měly k datu přípravy tohoto Projektu, pokud by identifikovaly napadené ustanovení. Stejný princip se uplatní v případě, že tento Projekt nebude úplný.

16.6. Příloha A Projektu tvoří nedílnou součást tohoto Projektu.

16.7. Tento Projekt bude zveřejněn v Obchodním rejstříku (Registre de Commerce et des Sociétés) a v Národním vestníku, část C (Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations) v souladu s články 262 a 9 LACC. Tento Projekt bude publikován způsobem umožňujícím dálkový přístup v souladu s ustanovením § 33a odst. 1 ZOP.

16.8. Tento Projekt je vyhotoven v jazyce českém, anglickém a francouzském. V případě jakýchkoliv nesrovnalostí je rozhodující anglická verze.

Suit la traduction française du texte qui précède:

PROJET DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE PAR ABSORPTION

de

W.A.B. Weisz Factoring s.r.o.

et

W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o.

et

W.A.B. Weisz Logistics s.r.o.

et

W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l.

rédigé conformément aux articles 15, 70 et 191 et aux dispositions apparentées de la Loi tchèque n° 125/2008 Sb., relative aux Transformations des Sociétés et des Coopératives, dans sa version modifiée («ZOP»), et conformément à la procédure simplifiée énoncée dans les articles 278 et suivants de la Loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant

les Sociétés Commerciales, dans sa version modifiée («LACC») et conformément à l'article 5 de la Directive n° 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières de sociétés de capitaux (la «Directive»), les jour, mois et année ci-après, par les directeurs généraux et le gérant des sociétés suivantes, en tant que sociétés participantes à la fusion:

Le directeur général unique de W.A.B. Weisz Factoring s.r.o., dont le siège social est situé Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, République tchèque, N° d'immatriculation: 284 82 077, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés géré par le Tribunal de Commerce de Prague, Dossier N° C 144805 («W.A.B. Weisz Factoring»)

et

Le directeur général unique de W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o., dont le siège social est situé Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, République tchèque, N° d'immatriculation: 290 33 047, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés géré par le Tribunal de Commerce de Prague, Dossier N° C 161491 («W.A.B. Weisz Enterprises»)

et

Le directeur général unique de W.A.B. Weisz Logistics s.r.o., dont le siège social est situé Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, République tchèque, N° d'immatriculation: 285 39 699, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés géré par le Tribunal de Commerce de Prague, Dossier N° C 148935 («W.A.B. Weisz Logistics»)

(W.A.B. Weisz Factoring, W.A.B. Weisz Enterprises et W.A.B. Weisz Logistics sont ci-après désignées collectivement les «Sociétés Absorbées» et individuellement la «Société Absorbée»)

et

l'administrateur unique de W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l., dont le siège social est situé 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée sous le numéro N° B 175.190, au Registre du Commerce du Luxembourg (la «Société Absorbante»)

(les Sociétés Absorbées et la Société Absorbante sont ci-après collectivement désignées les «Sociétés Participantes»).

Art. 1^{er}. Préambule.

1.1. Conformément aux dispositions en vigueur de la ZOP et de la LACC et sous réserve d'autres conditions prévues par les droits tchèque et luxembourgeois, ainsi que le droit européen, les Sociétés Absorbées seront dissoutes sans liquidation à la date d'effet de la fusion transfrontalière de la Société Absorbante par absorption des Sociétés Absorbées (la «Fusion Transfrontalière»), qui correspond, conformément au droit du pays de la Société Absorbante, à la date de publication de la résolution de l'actionnaire unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion Transfrontalière déposée au «registre de commerce et des sociétés» et au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. La Société Absorbante reprendra la situation juridique des Sociétés Absorbées et deviendra l'ayant cause à titre universel des Sociétés Absorbées.

1.2. Le présent projet de fusion commun (le «Projet de Fusion») prévoit les droits et obligations des Sociétés Participantes, dans le cadre de la mise en œuvre de la Fusion Transfrontalière, y compris les droits et obligations des actionnaires et de leurs créanciers. Les droits et obligations des Sociétés Absorbées sont régis par le droit tchèque. Les droits et obligations de la Société Absorbante sont régis par le droit luxembourgeois.

1.3. L'actionnaire unique de l'ensemble des Sociétés Absorbées et par conséquent le propriétaire de 100% des participations dans chacune des Sociétés Absorbées, est la Société Absorbante.

1.4. Il n'existe aucun autre titre conférant des droits de vote aux assemblées générales de chacune des Sociétés Absorbées.

1.5. L'actionnaire unique de la Société Absorbante est M. Slavomír Trencan, né le 5 avril 1977, résidant U Obecniho dvora 801/6, Prague 1, Postcode 110 00, République tchèque (l'«Actionnaire Unique»).

1.6. Au sens de l'Article 66a de la loi tchèque n° 513/1991 Sb., Code de Commerce, dans sa version modifiée, les Sociétés Participantes sont des personnes contrôlées et l'Actionnaire Unique est une personne contrôlant directement les Sociétés Absorbées et contrôlant indirectement les Sociétés Absorbées via la Société Absorbante (le «Groupe»).

1.7. Les Sociétés Participantes n'ont ni été dissoutes ni déclarées en faillite.

1.8. Le présent Projet a été préparé, approuvé et accepté par les directeurs généraux et le gérant des Sociétés Participantes.

Art. 2. Motifs de la Fusion Transfrontalière.

2.1. La Fusion Transfrontalière entraînera des effets de synergie pour le Groupe dans son ensemble; la raison de la mise en œuvre de la Fusion Transfrontalière est la centralisation de l'activité du Groupe dans le Grand-Duché de Luxembourg, ce qui simplifiera la structure du Groupe et diminuera ses charges administratives et la totalité de ses frais. Pour les motifs susmentionnés, la Fusion Transfrontalière est économiquement justifiée et, dans son ensemble, créera des effets positifs sur les Sociétés.

Art. 3. Déclarations des Sociétés Participantes.

3.1. En application de l'Article 61 (1) et de l'Article 213 de la ZOP et l'article 274 de la LACC, au jour de la dissolution des Sociétés Absorbées, c'est-à-dire à la date de publication de la résolution de l'actionnaire unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion Transfrontalière déposée au «registre de commerce et des sociétés» et dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés des Associations (la «Date d'Effet»):

- (i) les Sociétés Absorbées seront dissoutes sans liquidation et cesseront par conséquent d'exister;
- (ii) l'actif et le passif des Sociétés Absorbées seront transférés à la Société Absorbante;
- (iii) la Société Absorbante deviendra l'ayant cause à titre universel des Sociétés Absorbées;
- (iv) les actions des Sociétés Absorbées détenues par la Société Absorbante seront annulées;
- (v) l'Actionnaire Unique restera l'actionnaire unique de la Société Absorbante. La participation détenue par l'Actionnaire Unique dans la Société Absorbante ne changera pas du fait de la Fusion Transfrontalière.

3.2. Ni la réalisation du rapport d'expertise (audit) sur la Fusion Transfrontalière ni l'examen du présent Projet par un expert indépendant (auditeur) ne sont requis dans le cadre de l'Article 211 (1) (a) de la ZOP et de l'Article 278 de la LACC.

Art. 4. Identification des Sociétés Participantes (Article 70 (1) (a) de la ZOP: Article 261 (2) (a) de la LACC).

4.1. Conformément à l'Article 63 (1) de la ZOP en relation avec l'Article 261 (2) (a) et (b) de la LACC, les Sociétés Absorbées et la Société Absorbante sont les Sociétés Participantes à la Fusion Transfrontalière. Les Sociétés Participantes sont les suivantes:

4.1.1. W.A.B. Weisz Factoring s.r.o., dont le siège social est situé à Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, République tchèque, immatriculée au Registre du Commerce géré par le Tribunal Municipal de Prague sous le numéro 284 82 077, Dossier N° C 144805, sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée au capital social de 1 000 000 CZK, en tant que Société Absorbée;

4.1.2. W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o., dont le siège social est situé à Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, République tchèque, immatriculée au Registre du Commerce géré par le Tribunal Municipal de Prague, sous le numéro 290 33 047, Dossier N° C 161491, sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée, au capital social de 200 000 CZK, en tant que Société Absorbée;

4.1.3. W.A.B. Weisz Logistics s.r.o., dont le siège social est situé à Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, République tchèque, immatriculée au Registre du Commerce géré par le Tribunal Municipal de Prague sous le numéro 285 39 699, Dossier N° C 148935, sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée, au capital social de 200 000 CZK, en tant que Société Absorbée;

4.1.4. W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l., dont le siège social est situé au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée sous le N° B 175.190 au Registre du Commerce du Luxembourg, sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée, au capital social de 12.500 €, en tant que Société Absorbante.

4.2. La société résultant de la Fusion Transfrontalière est la Société Absorbante et les Sociétés Absorbées cesseront d'exister à la Date d'Effet. Suite à la Fusion Transfrontalière, la Société Absorbante ne changera pas de forme juridique, de dénomination ni de siège social, tels qu'indiqués dans le point 4.1. ci-dessus.

4.3. La Société Absorbante est l'actionnaire et le titulaire uniques de 100% des participations de W.A.B. Weisz Factoring, qui correspondent à un apport entièrement libéré au capital social de la société de 1.000.000 CZK.

4.4. La Société Absorbante est l'actionnaire et le titulaire unique de 100% des participations de W.A.B. Weisz Enterprises, qui correspondent à un apport entièrement libéré au capital social de la société de 200.000 CZK.

4.5. L'actionnaire et le titulaire unique de 100% des participations de W.A.B. Weisz Logistics, qui correspondent à un apport entièrement libéré au capital social de la société de 200.000 CZK est la Société Absorbante.

4.6. L'Actionnaire unique est l'actionnaire et le titulaire unique de 100% des actions de la Société Absorbante, ce qui correspond à un apport entièrement libéré au capital social de la société de 12.500 EUR.

Art. 5. Ratio d'Echange (Article 70 (1) (b) § 88 ZOP Article 261 (2) (b) de la LACC).

5.1. Considérant que la Société Absorbante est:

- (a) l'actionnaire unique de W.A.B. Weisz Factoring,
- (b) l'actionnaire unique de W.A.B. Weisz Enterprises, et
- (c) l'actionnaire unique de W.A.B. Weisz Logistics,

et, qu'en tant que telle, la Société Absorbante est le propriétaire de toutes les participations dans l'ensemble des Sociétés Absorbées, aucune participation dans l'une des Sociétés Absorbées ne sera échangée contre une participation dans la Société Absorbante ou toute partie de cette dernière, conformément à l'Article 97 (a) de la ZOP et conformément à l'Article 278 de la LACC; par conséquent, le ratio d'échange ne doit pas être déterminé.

5.2. Concernant le fait qu'aucune participation dans l'une des Sociétés Absorbées ne sera échangée contre une participation dans la Société Absorbante, aucun paiement en numéraire ne sera effectué au sens de la ZOP.

5.3. Ni le montant de l'apport, ni le montant de la participation de l'Actionnaire Unique en tant qu'actionnaire unique actuel de la Société Absorbante, ne changeront, du fait de la Fusion Transfrontalière. Par conséquent, la participation de l'Actionnaire Unique dans la Société Absorbante ne changera pas.

Art. 6. Date de Fusion de la Fusion Transfrontalière, comptes annuels (Article 70 (1) (c) et Article 191 (1) (d) de la ZOP; articles 261 (2) (e) et 261 (4) (e) de la LACC).

6.1. Aux termes de l'Article 10 de la ZOP et de l'article 261 (2) (e) de la LACC, la date de fusion de la Fusion Transfrontalière correspond à la Date d'Effet de la Fusion Transfrontalière, soit la date de la publication de la résolution de l'Actionnaire Unique de la Société Absorbante autorisant la Fusion Transfrontalière déposée au «registre de commerce et des sociétés» et au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Date de Fusion»). A la Date de Fusion, les actions, les opérations de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables, être réalisées pour le compte de la Société Absorbante.

6.2. Les Sociétés Absorbées prépareront conformément à l'Article 11 (1) de la ZOP, les comptes annuels définitifs à la date précédant la Date de Fusion. Les comptes annuels définitifs des Sociétés Absorbées seront audités conformément à l'Article 12 (1) de la ZOP.

6.3. La Société Absorbante préparera, conformément à l'Article 11 (3) de la ZOP, un bilan d'ouverture à la Date de Fusion.

6.4. Conformément au droit luxembourgeois, le bilan d'ouverture de la Société Absorbante n'est pas soumis à l'obligation d'être audité.

6.5. Le jour des comptes annuels des Sociétés Participantes sur lequel le Projet de la Fusion Transfrontalière est basé, au sens de l'Article 191 (1) (d) de la ZOP et de l'article 261 (4) (e) de la LACC sont les comptes annuels au 31 décembre 2012 des Sociétés Absorbées et les comptes annuels provisoires au 1^{er} avril 2013 de la Société Absorbante.

Art. 7. Droits conférés aux titulaires d'obligations, différents types d'actions, bons de souscription et autres titres (Article 70 (1) (d) de la ZOP; Article 261 (2) (f) de la LACC).

7.1. Considérant le fait qu'aucune Société Participante n'a émis d'obligations, le présent Projet ne stipule aucun droit pour la Société Absorbante à accorder aux titulaires d'obligations et le présent Projet ne contient aucun projet de mesures à adopter concernant les titulaires d'obligations.

7.2. Considérant le fait qu'aucune Société Participante n'a émis d'actions de types différents, de bons de souscription ou d'autres titres assortis de droits spéciaux (les «Titres Spéciaux»), le présent Projet ne stipule aucun droit à accorder par la Société Absorbante aux titulaires de Titres Spéciaux et le présent Projet ne contient aucun projet de mesures à adopter concernant les titulaires de Titres spéciaux ou en leur faveur.

Art. 8. Date d'ouverture du droit à quote-part des bénéfices et conditions d'ouverture de ce droit (Article 70 (1) (e) de la ZOP; Article 261 (2) (d) de la LACC).

8.1. Dans la mesure où, conformément à l'Article 97 (a) de la ZOP et à l'Article 278 de la LACC, les participations dans les Sociétés Absorbées ne seront pas échangées contre une participation dans la Société Absorbante, le présent Projet ne stipule aucune condition pour déterminer la date d'ouverture du droit à une quote-part des bénéfices tiré de l'échange de participations/nouvelles participations dans la Société Absorbante, ni de conditions spéciales concernant ce droit.

Art. 9. Avantages spéciaux accordés aux Sociétés Participantes (Article 70 (1) (f) de la ZOP; Article 261 (2) (g) de la LACC)

9.1. Aucun avantage spécial n'est accordé au titre de la Fusion Transfrontalière à la direction ou aux autres organes administratifs, aux administrateurs et aux dirigeants des Sociétés Participantes.

9.2. Dans la mesure où, conformément à l'Article 211 (1) (a) de la ZOP et à l'Article 278 de la LACC, aucun rapport d'expert sur la Fusion Transfrontalière n'a été préparé et le présent Projet n'a pas été examiné par un expert indépendant et dans la mesure où aucune des Sociétés Participantes n'a de conseil de surveillance ou autre organe de contrôle, le présent Projet ne stipule aucun avantage spécial à accorder à ces personnes ou les conditions dans lesquelles un tel avantage serait accordé à ces personnes par les Sociétés Participantes.

Art. 10. Modifications des Statuts de la Société Absorbante (Article. 70 (1) (g) de la ZOP; Article 261 (4) (a) de la LACC).

10.1. L'acte constitutif de la Société Absorbante ne sera pas modifié du fait de la Fusion Transfrontalière. Une copie des Statuts en vigueur de la Société Absorbante est jointe en Annexe A.

Art. 11. Informations sur la procédure de participation des salariés dans les affaires de la Société Absorbante, l'incidence présumée de la Fusion Transfrontalière sur les salariés et sur le contrat de travail (Article 191 (1) (a), (c) de la ZOP; Article 261 (4) (b), (c) de la LACC).

11.1. Dans la mesure où aucune Société Participante n'a de salarié ni d'organe représentatif des salariés, le présent Projet ne contient aucune information sur la procédure pour la participation des salariés aux affaires de la Société Absorbante ou l'incidence présumée de la Fusion Transfrontalière sur les salariés.

Art. 12. Informations sur la valeur de l'actif et du passif des Sociétés Absorbées qui doivent être transférés à la Société Absorbante (Article 191 (1) (b) de la ZOP; Article 261 (4) (d) de la LACC).

12.1. Conformément à l'Article 73 (1) de la ZOP et à l'Article 278 de la LACC, les Sociétés Participantes ne sont pas tenues de faire évaluer l'actif et le passif de toute Société Participante par un expert judiciaire, dans la mesure où la Société Absorbante est l'actionnaire unique de toutes les Sociétés Absorbées et que le capital social de la Société Absorbante n'est pas augmenté de l'actif de l'une quelconque des Sociétés Absorbées, dans le cadre de la Fusion Transfrontalière.

12.2. D'un point de vue comptable luxembourgeois, le principe de continuité s'applique. La Société Absorbante reprendra la valeur de l'actif et du passif dans les valeurs comptables telles qu'affectées par les Sociétés Absorbées dans leurs comptes annuels définitifs à la date précédant la Date de Fusion. Les actions des Sociétés Absorbées détenues par la Société Absorbante seront annulées.

12.3. Le capital social de la Société Absorbante ne sera ni augmenté ni diminué du fait de la Fusion Transfrontalière.

Art. 13. Approbation des autorités publiques (Article 15a (1) de la ZOP).

13.1. Les Sociétés Participantes déclarent expressément par les présentes qu'aucun consentement d'une ou de plusieurs autorités publiques n'est nécessaire pour mettre en œuvre la Fusion Transfrontalière dans le cadre du droit en vigueur ou directement dans le cadre des règlements en vigueur de l'Union Européenne, aux termes de l'Article 15a (1) de la ZOP.

Art. 14. Comptes annuels intermédiaires des Sociétés Participantes (Article 11 (2) de la ZOP; Article 267 (1) (c) de la LACC).

14.1. Dans la mesure où la période de la date des derniers comptes annuels des Sociétés Absorbées à la date du présent Projet est inférieure à 6 mois, les Sociétés Absorbées ne sont pas tenues, en application de l'Article 11 (2) de la ZOP, de préparer des comptes annuels intermédiaires.

14.2. Dans la mesure où la Société Absorbante a été créée en 2013, la Société Absorbante n'a pas encore de comptes annuels. La Société Absorbante a établi des comptes annuels intermédiaires au 1^{er} avril 2013.

Art. 15. Protection des créanciers des Sociétés Participantes (Articles 35 et seq. de la ZOP; Articles 262 (2) (c) et 268 (1) de la LACC).

15.1. Les créanciers des Sociétés Absorbées qui présentent leurs créances dans les 3 mois suivant la publication du présent Projet, sont en droit d'exiger une garantie si la recouvrabilité de leur créance se détériore du fait de la Fusion Transfrontalière. D'autres informations concernant la méthode pour garantir les créances des créanciers sont stipulées aux Articles 35 et seq et aux Articles 59u et seq. de la ZOP. Pour toutes les Sociétés Absorbées, les informations complètes sur le mode d'exercice des droits des créanciers peuvent être obtenues gratuitement au siège social des Sociétés Absorbées à Londýnská 730/59, Vinohrady, 120 00 Prague 2, République tchèque, en application de l'Article 591 (2) de la ZOP et de l'Article 262 (2) (c) de la LACC.

15.2. Conformément à l'Article 268 (1) de la LACC, les créanciers de la Société Absorbante dont les créances sont antérieures à la date de publication de la résolution de l'Actionnaire Unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion Transfrontalière déposée au «registre de commerce et des sociétés» et dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, peuvent, dans les 2 mois suivant cette publication, demander au Juge président la Chambre du Tribunal d'Arrondissement dans le ressort duquel est situé le siège social de la Société Absorbante, pour la constitution de garanties des créances échues ou non échues, s'ils peuvent établir de manière satisfaisante que la Fusion Transfrontalière compromet leur désintéressement et que la Société Absorbante ne leur a pas fourni de garanties adéquates. Les informations complètes sur le mode d'exercice des droits des créanciers peuvent être obtenues gratuitement au siège social de la Société Absorbante en application de l'Article 262 (2) (c) de la LACC.

Art. 16. Dispositions finales.

16.1. Sous réserve de dispositions contraires stipulées par le présent Projet, la procédure de la Fusion Transfrontalière et les autres droits et obligations des Sociétés Participantes seront régis par les dispositions en vigueur du droit tchèque, du droit luxembourgeois et les dispositions en vigueur du droit européen.

16.2. Conformément à l'Article 12 de la Directive, à l'Article 59k et à l'Article 213 de la ZOP, la date d'effet de la Fusion Transfrontalière sera déterminée par le droit de l'Etat Membre de la Société Absorbante, c'est-à-dire, en l'espèce, le droit luxembourgeois. En application de l'Article 273ter (1) de la LACC, la Fusion Transfrontalière prend effet juridique à compter de la Date d'Effet, c'est-à-dire la date de publication de la résolution de l'Actionnaire Unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion Transfrontalière déposée au «registre de commerce et des sociétés» et au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

16.3. En application de l'Article 24 et de l'Article 59p de la ZOP et des Articles 265 (1) et 278 de la LACC, les organes administratifs et de direction de chaque Société Participante rédigeront un rapport écrit et détaillé adressé aux associés expliquant le présent Projet et décrivant les fondements juridiques et économiques de la Fusion Transfrontalière.

16.4. Le présent Projet est valable en application de l'Article 15 (2) de la ZOP, à sa signature par toutes les Sociétés Participantes. Afin de satisfaire les prescriptions du droit tchèque, aux fins du droit tchèque, le présent Projet sera signé sous forme d'un acte notarié.

16.5. Si une ou plusieurs dispositions du présent Projet sont déclarées nulles, illégales ou inexécutables, en tout ou partie, la validité et la possibilité d'exécuter toutes les autres dispositions du présent Projet n'en seront pas affectées. En cas de disposition nulle, illégale ou inexécutable, les Sociétés Participantes s'engagent à convenir d'une disposition valable et applicable qui correspond le plus possible à l'intention commerciale que les Sociétés Participantes auraient eue si elles avaient identifié la disposition contestée lors de la proposition du Projet. Les mêmes principes s'appliquent si le Projet est incomplet.

16.6. L'Annexe A au présent Projet fait partie intégrante du présent Projet.

16.7. Le présent Projet sera publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux Articles 262 et 9 de la LACC. Le présent Projet sera également publié de manière qui permet l'accès à distance conformément à l'Article 33 a (1) de la ZOP.

16.8. Le présent Projet est signé en trois versions, en tchèque, en anglais et en français. En cas de divergence, la version anglaise fera foi.

W.A.B. Weisz Factoring s.r.o.

Slavomír Trenčan

jednatel / executive director / directeur exécutif

W.A.B. Weisz Enterprises s.r.o.

Slavomír Trenčan

jednatel / executive director / directeur exécutif

W.A.B. Weisz Logistics s.r.o.

Slavomír Trenčan

jednatel / executive director / directeur exécutif

W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l.

Slavomír Trenčan

reditel / sole manager / administrateur unique

Appendix A

Articles of Association of W.A.B. WEISZ LUX S.à.r.l.

Title I. - Form - Object - Name - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by laws of Luxembourg in force, in

particular by the laws of August 10th, 1915 on commercial companies as amended, as well as by the present Articles of Association (the "Articles").

At any moment, the member may join with one or more joint members and, in the same way, the following members may adopt the appropriate measures to restore the single-member status of the company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may, finally, in Luxembourg and abroad, undertake all commercial, financial, fiduciary, civil, securities or real estate acts, transactions or operations, related directly or indirectly, in whole or in part, to the above mentioned activities or which are likely to facilitate or develop them.

Art. 3. The company is incorporated under the name of “W.A.B. WEISZ LUX S.à r.l.”.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the members adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the manager(s) and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 5. The Company is constituted for an undetermined period.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the members of the Company adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the members.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The Company's capital is set at twelve thousand and five hundred (12,500.00) euro (EUR) represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a par value of ten (10.00) euro (EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single member or, as the case may be, by the general meeting of members, adopted in a manner required for the amendment of the Articles.

Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. The shares held by the sole member are freely transferable among living persons and by way of inheritance or in case of liquidation of joint estate of husband and wife.

In case of more members, the shares are freely transferable among members. In the same case they are transferable to non-members only with the prior approval of the members representing at least three quarters of the share capital of the Company. In the same case the shares shall be transferable because of death to non-members only with the prior approval of the owners of shares representing at least three quarters of the rights owned by the survivors.

A member register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of Law and may be examined by each member who so request.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Title III. - Management

Art. 8. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single member or, as the case may be, by the general meeting of members.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be member(s).

The manager or managers are appointed for an unlimited duration.

The manager or managers may be dismissed ad nutum (without any reason) by a resolution of the members.

All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the sole member or, as the case may be, to the general meeting of members fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either members or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company.

The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, e-mail, telefax or telex, another manager as his proxy.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by original, e-mail or facsimile.

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8 of these Articles.

The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

Title IV. - Decisions of the sole member - Collective decisions of the members

Art. 9. The sole member assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of member.

As a consequence thereof all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole member or in event of a plurality of members, by the general meeting of members.

If there are not more than twenty-five members, the decisions of the members may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the members in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The members shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the members may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by original, e-mail or facsimile.

Each member has voting rights commensurate to his shareholding.

The members may be convened or consulted by any manager of the Company.

The members shall be convened or consulted in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

Written notice of any meeting of the members shall be given to all members at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

If all the members of the Company are present or represented at a meeting of the members of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Each member may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of members.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by members owning more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the members owning at least three quarters of the Company's share capital.

Title V. - Financial year - Balance sheet - Distributions

Art. 10. The Company's financial year runs from the first of January of each year to the thirty-first of December of the same year.

Art. 11. Each year, as of the thirty-first of December, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and member(s) of the Company.

Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The sole member or, as the case may be, the general meeting of members has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to an extraordinary reserve or carry it forward.

The sole manager or in the case of a plurality of managers, the board of managers is authorized to distribute interim dividends.

Title VI. - Dissolution

Art. 12. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be members or managers, appointed by a resolution of the single member or the general meeting of members which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the member(s) or by Law, the liquidator or liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the sole member or, in the case of a plurality of members, to the members in proportion to the shares held by each member in the Company.

Title VII. - General provisions

Art. 13. For all matters not provided for in the present Articles, the members refer to the existing laws.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Titre I^{er} . - Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois luxembourgeoises en vigueur et notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présent statuts (les «Statuts»).

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toutes sociétés ou entreprises. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participations. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La société pourra, enfin, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, fiduciaires, civiles, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 3. La Société prend la dénomination de «W.A.B. WEISZ LUX S.à r.l.».

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg). Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique, ou le cas échéant, par le conseil de gérance. Le siège social

peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, comme déterminés à la discrétion du(des) gérant(s), et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. La Société est formée pour une durée indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) euros (EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de dix (10,-) euros (EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par résolution de l'associé unique, ou le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre de parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement transmissibles entre vifs et par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être consulté par chaque associé qui le désire.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

Titre III. - Gérance

Art. 8. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution de l'associé unique, ou le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est (ne sont) pas nécessairement associé(s).

Le ou les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Le ou les gérants sont révocables à n'importe quel moment ad nutum (sans justifier d'une raison) par une résolution des associés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'associé unique, ou le cas échéant, à l'assemblée générale des associés seront de la compétence du gérant unique ou, si la Société est gérée par plus d'un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus d'un gérant, par le conseil de gérance de la Société.

Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil de gérance.

Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du conseil de gérance de la Société soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, e-mail, télécopieur ou télex un autre gérant comme son mandataire.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix exprimées. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

Des résolutions circulaires signées par tous les gérants seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par courrier électronique ou facsimile.

La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8 des Statuts.

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

Titre IV. - Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés.

Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par courrier électronique ou facsimile.

Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

Les associés peuvent être convoqués ou consultés par tout gérant de la Société.

Les associés sont convoqués ou consultés par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

Une convocation écrite à toute assemblée des associés sera donnée à tous les associés au moins 8 (huit) jours avant la date fixée de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée.

Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des associés et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société.

Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Titre V. - Année sociale - Bilan - Répartitions

Art. 10. L'exercice sociale de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérant(s), auditeur(s) (s'il y en a) et des associés de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de ces inventaires et bilan au siège social de la Société.

Le solde favorable du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, amortissements, charges et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle pourra en particulier allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à une réserve extraordinaire ou le reporter.

Le gérant unique, ou dans le cas d'une pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes.

Titre VI. - Dissolution

Art. 12. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés ou gérants, nommés par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des associés, le ou les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux Associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chaque associé dans la Société.

Titre VII. - Dispositions générales

Art. 13. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Luxembourg, le 15 février 2013.

Pour copie conforme des Statuts

Référence de publication: 2013063534/1069.

(130078093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2013.

Walton (Luxembourg) Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 177.134.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of May,

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Walton Luxembourg Holdings Ltd. a company incorporated under the laws of Canada, with registered office at 2300, 605-5th Avenue S.W. Calgary, Alberta, Canada, T2P 3H5, registered with the Registrar of Corporations under the Business Corporations Act (Alberta) under corporate access number 20177447042;

hereby represented by Mr Tobias SEIDL, lawyer, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy, dated 7th of May, which, after having been initialled and signed 'ne varietur' by the proxy holder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such parties, represented as above stated, have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société anonyme which they declare to establish as follows:

Title I. Name - Purpose - Duration - Registered Office

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a Luxembourg company in the form of a société anonyme under the name of Walton (Luxembourg) Fund Management S.A. (the "Management Company").

Art. 2. The exclusive purpose of the Management Company is the creation, administration and management of Walton Fund (Luxembourg) FCP SIF, a specialised investment fund organised under the Luxembourg law dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "2007 Law") (the "Fund") as well as the issuance of statements of confirmation evidencing undivided co-ownership interests or shareholding in the Fund, as the case may be.

The Management Company shall carry out any activities connected with the management, administration, marketing and promotion of the Fund. It may on behalf of the Fund enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, property and, more generally, assets constitutive of authorised investments of the Fund, proceed to or initiate any registrations and transfers in its name or in third parties' name in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Fund and the holders of units of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the Fund. The Management Company may further incorporate and/or acquire shares or other securities in or issued by any of its subsidiary companies for the account of the Fund managed or prospectively managed by it. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Management Company may also manage its own assets on an ancillary basis and may carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object, remaining, however, within the limitations set forth by the Luxembourg laws and regulations and, in particular, the provisions of chapter 16 of the Luxembourg law dated 20 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law") and the 2007 Law.

Art. 3. The Management Company is established for an unlimited period of time. The Management Company may be dissolved by a resolution of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), as prescribed in Article 22 hereof.

Art. 4. The registered office of the Management Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place inside the municipality of the Management Company's registered office by a decision of the board of directors of the Management Company.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Management Company after having received shareholders consent.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Management Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Management Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

Title II. Share Capital - Shares

Art. 5. The Management Company has an issued and paid-up capital of one-hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000) divided into one-hundred twenty-five (125) shares with a nominal value of one-thousand euro (EUR 1,000) per share, each fully paid-up.

The authorised share capital is set at five million euro (EUR 5 million) to be divided into five thousand (5,000) shares with a par value of one-thousand euro (EUR 1,000) each with the same rights attached as the existing shares.

The board of directors is authorized, during a period ending five years after the date of publication of this delegation of powers or the renewal of such delegation in the Luxembourg Official Gazette, Memorial C, to increase once or several times the subscribed share capital and issue new shares within the limits of the authorised share capital. The board of directors may determine the terms and conditions of such increase of the subscribed share capital and issue of new shares, more specifically in respect of (i) when new shares are to be issued, (ii) the amount of the new shares to be issued, (iii) the subscription and payment of the new shares, (iv) whether the new shares are to be issued and subscribed with or without an issue premium and whether the new shares are to be paid in cash or in kind. When issuing new shares under their abovementioned powers, the board of directors is also expressly authorised to limit or to waive the preferential subscription right reserved to the then existing shareholder(s).

Shares will only be issued in registered form and will be inscribed in the shareholders register, which is held by the Management Company or by one or more persons on behalf of the Management Company. Such shareholders register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number and class of shares held by him and the amounts paid in on each such shares.

Each transfer of shares or other rights on shares will have to be inscribed in the shareholders register. Each shareholder may consult the shareholders register.

The Management Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Management Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Management Company. The same rule shall apply in the case of conflict between a usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee.

The Management Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 6. The share capital may be increased or reduced by a resolution of the shareholders of the Management Company adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article 22 hereof.

Title III. General Meetings of Shareholders

Art. 7. Any regularly constituted general meeting of the shareholders of the Management Company shall represent the entire body of shareholders of the Management Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Management Company.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders of the Management Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Management Company, or such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of the meeting, on the third Tuesday in the month of May each year, at 11am Luxembourg time. If such day is not a business day, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the general meetings of shareholders of the Management Company, unless otherwise provided in these Articles of Incorporation.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may be represented at any general meeting of shareholders by another person (which does not need to be a shareholder and which might be a member of the board of directors of the Management Company). The proxy established to this effect may be in writing or by cable, telegram, facsimile or e-mail transmission.

Unless otherwise required by law or provided by these Articles of Incorporation, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority vote of the shares present or represented and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 9. The general meeting of shareholders shall be called by the board of directors by notices containing the agenda and which will be published as required by law. It will also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The board of directors will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of shareholders as provided by law; in such case the board of directors may prepare an additional agenda.

If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

To the extent permitted by law, circular resolutions of the shareholders shall be validly taken if approved in writing by all the shareholders. Such approval may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or telex.

The matters dealt with by the general meeting of shareholders are limited to the issues contained in the agenda (which must contain all issues prescribed by law) as well as to issues related thereto, except if all the shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of members of the board of directors or of the auditor (s), the names of the eligible members of the board of directors or of the auditors will be inserted in the agenda.

Title IV. Administration - Board of Directors

Art. 10. The Management Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members, who need not be shareholders of the Management Company.

The directors shall be elected by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected and take up their functions. A director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by a general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 11. The board of directors shall choose from among its members a chairman and may choose among its members one or more vice-chairmen. The board of directors may also choose a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or any two (2) directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and all meetings of the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director, and in respect of shareholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint officers of the Management Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Management Company. Officers need not to be directors or shareholders of the Management Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing, in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission, another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues, under the condition that at least two (2) directors are present at the meeting.

Any director who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented. The chairman shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

Art. 12. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided over such meeting or by any two (2) directors together with the secretary or the alternate secretary.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any two directors or by a director together with the secretary or the alternate secretary.

Art. 13. The board of directors shall have power to determine the investment policy following the principles of risk spreading of the undertaking for collective investment set up and managed by it and the course and conduct of the management and business affairs of the Management Company.

It is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Management Company and of the undertakings for collective investment set up and managed by it. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

Art. 14. No contract or other transaction which the Management Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Management Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity.

In the event that any director or officer of the Management Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Management Company other than that arising out of the fact that he is a director, officer or employee or holder of shares or other interests of the counterparty, such director or officer shall inform the board of directors of such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such director's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

Art. 15. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Management Company (including the right to sign on behalf of the Management Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Management Company, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the board of directors.

Art. 16. The Management Company shall be bound by the joint signature of any two (2) directors of the Management Company, or by the joint or individual signature of an officer or any other person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. The Management Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceedings to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Management Company or, at its request, of any other company of which the Management Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceedings to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Management Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Title V. Accounting - Distributions

Art. 18. The operations of the Management Company and its financial situation as well as its books shall be supervised by one or more independent auditor(s) qualifying as "réviseur(s) d'entreprises agréé(s)". The independent auditor(s) shall be elected by the shareholders at the annual general meeting of shareholders for a period which shall end on the day of the following annual general meeting of shareholders which decides upon the appointment of its (their) successor(s).

Art. 19. The accounting year of the Management Company shall begin on the first day of January and end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 20. From the annual net profit of the Management Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Management Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 6 hereof.

The general meeting of shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the board of directors to do so.

The board of directors may within the conditions set out by law resolve to pay out interim dividends.

Title VI. Dissolution - Liquidation

Art. 21. The general meeting of shareholders may at any time decide to dissolve the Management Company upon proposal by the board of directors proceeding in terms of the Luxembourg law of 10 August 1915 (as amended from time to time) on commercial companies.

In the event of a dissolution of the Management Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be natural persons or legal entities and are named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

After payment of all the outstanding debts of and charges against the Management Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Title VII. Amendment of the Articles of Incorporation

Art. 22. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, in compliance with the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Title VIII. Applicable Law

Art. 23. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2010 Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been drawn up by the appearing parties, this party has subscribed for the number of shares and paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholders:	number of shares:
Walton Luxembourg Holdings Ltd.	125
Total: one-hundred twenty-five	(125)

All these shares have been paid up in cash to the extent of 100% (one hundred per cent), and therefore the amount of one-hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately EUR 1.500.

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the present date and will end on 31st December 2013.

The first annual general meeting shall be held in 2014.

Extraordinary general meeting

The above mentioned shareholders, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of the shareholders of the Company.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. that there be appointed as members of the board of directors of the Company for for a term ending at the annual general meeting to be held in 2018:

- Hanna Esmee Duer: 99, rue Centrale, 4499 Limpach, Luxembourg; born 7. May 1966 in Gentofte, Dänemark;
- Karl-Benno Nagy: Neuer Wall 80, 20354 Hamburg, Deutschland; born 8. March 1965 in Hürth, Deutschland;
- Marc Lefebvre: born 30. August 1976 in Liège (Lüttich), Belgien; 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg..

2. that there be appointed as statutory auditor (réviseurs d'entreprises agréés) PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg..

3. that the address of the registered office of the Company is set at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement and Power

The above appearing party, as represented hereby gives power to any agent or employee of the office of the signing notary, acting individually, to sign all additional recordings, draw, correct and sign any error, lapse or typo contained herewith.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the agent of the appearing parties, the latter signed together with Us, the undersigned notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Es folgt die deutsche Fassung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am zehnten Mai,

Vor Maître Jean-Paul MEYERS, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg,

erschien:

Walton Luxembourg Holdings Ltd. eine Gesellschaft nach den Gesetzen von Kanada aufgenommen, mit Sitz in 2300, 605-5th Avenue SW Calgary, Alberta, Kanada, T2P 3H5, mit dem Registrar of Corporations unter dem Business Corporations Act (Alberta) unter Corporate Nummer 20177447042 registriert;

hier vertreten durch Tobias Seidl, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer am 7. Mai erteilten Vollmacht.

Die von der Erschienenen und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" gezeichnete Vollmacht bleibt dieser Urkunde beigelegt und ist zusammen mit dieser bei den zuständigen Registerstellen einzureichen.

Die wie vorstehend beschrieben vertretene Erschienene hat den Notar gebeten, die nachstehende Satzung einer den einschlägigen Gesetzen sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegenden, Aktiengesellschaft zu Protokoll zu nehmen:

"Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz

Art. 1. Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Namen Walton (Luxembourg) Fund Management S.A. (nachstehend "Verwaltungsgesellschaft" genannt) gegründet.

Art. 2. Der ausschließliche Zweck der Verwaltungsgesellschaft ist die Gründung, Verwaltung und die Führung der Geschäfte der Walton Fund (Luxembourg) FCP SIF, ein spezialisierter Investmentfonds, aufgelegt unter dem Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 bezüglich spezialisierter Investmentfonds, in seiner jeweils geltenden Fassung ("Gesetz von 2007") (der "Fonds") sowie die Ausgabe von Bestätigungen, welche entweder Miteigentum oder Beteiligungen an dem Fonds bescheinigen.

Die Verwaltungsgesellschaft wird sämtliche mit der Geschäftsführung, Verwaltung, Vertrieb und Vermarktung des Fonds verbundenen Tätigkeiten durchführen. Sie kann im Namen des Fonds Verträge schließen und geeignete Wertpapiere, Vermögenswerte und im Allgemeinen Anlagen erwerben, veräußern, tauschen und übergeben, im eigenen Namen oder im Namen Dritter Eintragungen und Übertragungen im Anteils- oder Schuldverschreibungsregister einer Luxemburger oder ausländischen Gesellschaft vornehmen lassen oder veranlassen und im Namen des Fonds und der Anteilsinhaber die Rechte und Vorrechte ausüben, insbesondere die den Wertpapieren, die die Vermögenswerte des Fonds bilden, verbundenen Stimmrechte. Die Verwaltungsgesellschaft kann ferner für Rechnung der von ihr verwalteten oder zukünftig verwalteten Fonds Aktien oder andere Wertpapiere, welche von ihrer eignen Tochtergesellschaft ausgegeben werden, aufnehmen und/oder erwerben. Die vorstehende Aufzählung ist nicht als abschließend, sondern als beispielhaft anzusehen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann ebenfalls ihr eigenes Vermögen auf untergeordneter Basis verwalten und kann sämtliche Tätigkeiten ausüben, die sie für die Erfüllung ihres Zwecks als nützlich erachtet, dies jedoch innerhalb der Einschränkungen, welche von Luxemburger Gesetzen und Bestimmungen vorgeschrieben werden, insbesondere von Kapitel 16 des Gesetzes von 2010 bezüglich Organismen für gemeinsame Anlagen und des Gesetzes von 2007.

Art. 3. Die Verwaltungsgesellschaft wurde für unbestimmte Zeit gegründet. Die Verwaltungsgesellschaft kann durch einen Beschluss der Anteilshaber, gemäß den Erfordernissen für eine Änderung dieser Satzung (die "Satzung"), wie im Artikel 22 hierunter beschrieben, aufgelöst werden.

Art. 4. Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft kann zu gleich welchem anderen Ort innerhalb der Gemeinde des Sitzes der Verwaltungsgesellschaft durch Beschluss des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft übertragen werden.

Niederlassungen oder Büros können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrats gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft befindet, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Verwaltungsgesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland, eine Gesellschaft nach Luxemburger Recht bleibt.

Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile

Art. 5. Die Verwaltungsgesellschaft hat ein ausgegebenes und vollständig eingezahltes Kapital in Höhe von einhundert fünfundzwanzig tausend Euro (EUR 125.000) aufgeteilt in einhundert fünfundzwanzig (125) Gesellschaftsanteile, jeweils mit einem Nennwert von eintausend Euro (EUR 1.000).

Das genehmigte Kapital beträgt fünf Millionen Euro (EUR 5.000.000) aufgeteilt in fünftausend (5.000) Gesellschaftsanteile mit den jeweils selben Rechten.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, während eines Zeitraums von fünf Jahren nach dem Datum der Veröffentlichung dieser Übertragung von Befugnissen oder der Erneuerung einer solchen Delegation im Amtsblatt Luxemburg, Mémorial C, einmal oder mehrmals das Grundkapital und die Ausgabe neuer Aktien im Rahmen des genehmigten Kapitals zu beschließen. Der Verwaltungsrat kann die Bedingungen bestimmen, die einer solchen Erhöhung des gezeichneten Kapitals und der Ausgabe neuer Aktien zugrundeliegen. Insbesondere, (i) die Ausgabe neuer Aktien, (ii) die Anzahl der neu auszugebenden Aktien, (iii) die Zeichnung und Zahlung der neuen Aktien, und (iv) ob die neuen Aktien mit oder ohne Ausgabeaufschlag ausgegeben und ob die neuen Aktien in bar oder durch Sacheinlage bezahlt werden. Bei der Ausgabe neuer Aktien ist der Verwaltungsrat im Rahmen seiner Befugnisse ausdrücklich ermächtigt, das Bezugsrecht aufzuheben oder auf den dann vorhandenen Gesellschafter oder der dann vorhandenen Gesellschafter zu begrenzen.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Gesellschafterregister einzutragen, das von der Verwaltungsgesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Verwaltungsgesellschaft geführt wird. In diesem Gesellschafterregister wird der Name des Gesellschafters, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile und die jeweiligen eingezahlten Beträge vermerkt.

Jede Übertragung der Gesellschaftsanteile oder anderer Rechte bezüglich der Gesellschaftsanteile muß in dem Gesellschafterregister eingetragen werden. Jeder Gesellschafter kann das Gesellschafterregister konsultieren.

Die Verwaltungsgesellschaft wird lediglich ein Gesellschafter per Gesellschaftsanteil anerkennen. Für den Fall, dass ein Gesellschaftsanteil von mehr als einer Person gehalten wird, hat die Verwaltungsgesellschaft das Recht die Ausübung aller Rechte, welche mit diesem Gesellschaftsanteil verbunden sind, auszusetzen, bis dass eine Person als alleiniger Inhaber gegenüber der Verwaltungsgesellschaft bestimmt wurde. Die gleiche Regel ist anwendbar im Falle eines Konfliktes zwischen einem Nutznießer (usufruitier) und einem bloßen Eigentümer (nu-propriétaire) oder zwischen einem Pfandgeber und einem Pfandnehmer.

Die Verwaltungsgesellschaft kann ihre eigenen Gesellschaftsanteile innerhalb der gesetzlichen Grenzen zurückkaufen.

Art. 6. Der Kapitalanteil kann aufgrund eines gemäß Artikel 22 dieser Satzung getroffenen Beschlusses der Gesellschafter der Verwaltungsgesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Abschnitt III. Gesellschafterversammlungen

Art. 7. Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Gesellschafter der Verwaltungsgesellschaft gilt als Vertretung sämtlicher Gesellschafter der Verwaltungsgesellschaft. Sie verfügt über größtmögliche Befugnisse, mit der Geschäftstätigkeit der Verwaltungsgesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

Art. 8. Die jährliche Gesellschafterversammlung der Verwaltungsgesellschaft wird, gemäß Luxemburger Recht, am Sitz der Verwaltungsgesellschaft in Luxemburg oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes genannten Ort, am dritten Dienstag im Monat Mai eines jeden Jahres, um elf Uhr (11 Uhr) Luxemburger Zeit abgehalten. Falls dieser Tag kein Geschäftstag ist, wird die jährliche Gesellschafterversammlung am darauffolgenden Geschäftstag abgehalten.

Weitere Gesellschafterversammlungen der Verwaltungsgesellschaft können, wie in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und den darin genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Jedes Gesellschaftsanteil gewährt eine Stimme. Ein Gesellschafter kann sich auf jeder Gesellschafterversammlung von einer anderen Person vertreten lassen (die kein Gesellschafter sein muss und ein Verwaltungsratsmitglied der Verwaltungsgesellschaft sein kann). Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder E-Mail erteilt werden.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der anwesenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden der Gesellschaftsanteile zu fassen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann weitere Bedingungen bestimmen, welche von den Gesellschaftern erfüllt werden müssen, um an eine Gesellschafterversammlung teilnehmen zu können.

Art. 9. Die Gesellschafterversammlungen sind vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft durch Versendung von Einladungen einzuberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind. Eine Gesellschafterversammlung wird ebenfalls einberufen bei schriftlichem Verlangen der Gesellschafter, welche mindestens ein Zehntel des Stammkapitals vertreten.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen, können Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter gültig gefasst werden, wenn diese schriftlich von allen Gesellschaftern genehmigt wurden. Diese Genehmigung kann auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses erfolgen und kann per Brief, Fax oder Fernschreiben erfolgen.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Verwaltungsratsmitgliedern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Verwaltungsratsmitglieder, oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

Abschnitt IV. Verwaltung - Verwaltungsrat

Art. 10. Die Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft werden von einem Verwaltungsrat geführt, bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern, welche keine Gesellschafter der Verwaltungsgesellschaft sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum welcher sechs (6) Jahre nicht überschreitet gewählt und bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann zu jeder Zeit durch Beschluss der jährlichen Gesellschafterversammlung mit oder ohne Anlass entlassen oder/und ersetzt werden.

Für den Fall, dass der Posten eines Verwaltungsratsmitglieds aufgrund des Todes, der Eintritts in den Ruhestand eines Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen vakant wird, können sich die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder versammeln und mit einfacher Mehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, der eine solche Vakanz bis zur nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung ausfüllt.

Art. 11. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden und kann ebenfalls aus ihrer Mitte einen oder mehrere Vize-Vorsitzende ernennen. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann einen Sekretär ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Gesellschafterversammlungen und sämtlicher Versammlungen des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft. Bei Abwesenheit des Vorsitzenden können die Gesellschafter oder der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft einen anderen Verwaltungsratsmitglied, und bezüglich der Gesellschafterversammlung jede andere Person, als Vorsitzenden pro tempore mit einfacher Mehrheit der anwesenden ernennen.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft, kann zeitweise Bevollmächtigte der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstige Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Verwaltungsgesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Verwaltungsratsmitglieder, oder Gesellschafter der Verwaltungsgesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigten, vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen hierin, haben die ihnen vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern ist mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftspunkte aufgeführt sind. Von dieser Frist kann in dringenden Ausnahmefällen abgewichen werden, in denen die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet werden, sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder einer solchen Verfahrensweise schriftlich oder per Telegramm, Fax oder E-Mail zustimmen. Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Beschluss des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Verwaltungsratsmitglieder können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft vertreten lassen, indem sie ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehr als ein Verwaltungsratsmitglied vertreten, vorausgesetzt, dass mindestens zwei (2) Verwaltungsratsmitglieder an der Versammlung anwesend sind.

Verwaltungsratsmitglieder, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn eine Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder zu fassen. Der Vorsitzende hat eine ausschlaggebende Stimme.

Von sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, Telegramm, Fax oder E-Mail erfolgen.

Art. 12. Das Protokoll von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern zusammen mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von einem Verwaltungsratsmitglied gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

Art. 13. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft ist befugt, die Anlagepolitik gemäss den Grundsätzen der Risikostreuung für die Organismen für gemeinsame Anlagen, welche sie gegründet hat und verwaltet festzulegen und die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft festzulegen.

Der Verwaltungsrat ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche im Interesse der Verwaltungsgesellschaft und der von ihr gegründeten und verwalteten Organismen für gemeinsame Anlagen stehenden Verwaltungshandlungen und -Verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft ausgeübt.

Art. 14. Verträge oder andere Transaktionen der Verwaltungsgesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Verwaltungsgesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte oder Mitarbeiter ist oder sind.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigter der Verwaltungsgesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Verwaltungsratsmitglied, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Verwaltungsgesellschaft hat, wird der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis gesetzt und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

Art. 15. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Verwaltungsgesellschaft übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft hierzu ermächtigt worden sind.

Art. 16. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern der Verwaltungsgesellschaft verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift eines Bevollmächtigten oder einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft übertragen worden ist.

Art. 17. Die Verwaltungsgesellschaft kann ein Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigten und seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betreffenden als Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigter für die Verwaltungsgesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Anteilinhaber oder Gläubiger die Verwaltungsgesellschaft ist, wenn der Betreffende insoweit keinen anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn das Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigte wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer laut Auskunft des Rechtsberaters gegenüber der Verwaltungsgesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Verwaltungsratsmitglied oder Bevollmächtigten möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden

Art. 18. Die Geschäfte der Verwaltungsgesellschaft und ihre finanzielle Situation sowie ihre Bücher werden von einem (oder mehreren) Abschlussprüfer(n) überwacht, bei denen es sich um réviseur d'entreprises agréé(s) handelt. Der Abschlussprüfer (oder die Abschlussprüfer) wird von den Gesellschaftern bei der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum bestimmt, der am Tage der nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung endet, an dem über die Bestellung des Nachfolgers oder der Nachfolger entschieden wird.

Art. 19. Das Geschäftsjahr der Verwaltungsgesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 20. Von dem Jahresüberschuss der Verwaltungsgesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingestellt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10 %) des Kapitals der Verwaltungsgesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 6 dieser Satzung herauf- oder herabgesetzten Betrag liegen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann gegebenenfalls Dividenden festsetzen oder den Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft anweisen, dies zu tun.

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

Abschnitt VI. Auflösung, Liquidation

Art. 21. Die Gesellschafterversammlung kann zu jeder Zeit auf Antrag des Rats der Geschäftsführung der Verwaltungsgesellschaft beschließen die Verwaltungsgesellschaft nach dem Verfahren des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaften, in seiner jeweils geltenden Fassung, zu liquidieren.

Im Falle einer Auflösung der Verwaltungsgesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die über die Auflösung entscheidet und die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

Nach der Begleichung aller Verbindlichkeiten inklusiver aller Kosten und Steuern des Auflösungsprozesses wird das verbleibende Vermögen an alle Gesellschafter nach Anteilen pro rata gleichberichtigt ausgezahlt.

Abschnitt VII. Änderungen der Satzung

Art. 22. Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach dem Luxemburger Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

Abschnitt VIII. Anwendbares Recht

Art. 23. Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in der jeweils geltenden Fassung und dem Gesetz von 2010 zu lösen.

Übergangsbestimmungen

(1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Verwaltungsgesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

(2) Die erste jährliche Gesellschafterversammlung wird 2014 einberufen.

Zeichnung und Zahlung

Die Walton Luxembourg Holding Ltd erklärt sämtliche Anteile zu zeichnen.

Die einhundertfünfundzwanzig (125) Anteile wurden vollständig vom Zeichner in bar eingezahlt, so dass der Betrag von 125.000 Euro (EUR 125.000) der Verwaltungsgesellschaft zur Verfügung steht, wie es gegenüber dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit die Bestimmungen, die im Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaften, in der jeweils geltenden Fassung, aufgezählt sind, überprüft zu haben und erklärt ausdrücklich, dass diese erfüllt sind.

Kosten

Die von der Verwaltungsgesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Aufwendungen, Kosten, Honorare oder Gebühren in jeglicher Form, belaufen sich auf schätzungsweise 1.500 EUR.

Gesellschafterversammlung

Als Inhaberin des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft und sich als gültig einberufen, beruft die Inhaberin sofort eine Gesellschafterversammlung der Verwaltungsgesellschaft ein und fasst folgende Beschlüsse:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) und die Anzahl der Abschlussprüfer auf einen festgelegt.
2. Die folgenden Personen werden für einen Zeitraum bis zur Hauptversammlung welche im Jahr 2018 stattfindet:
 - Hanna Esmee Duer: 99, rue Centrale, 4499 Limpach, Luxembourg; Geboren am 7. May 1966 in Gentofte, Dänemark;
 - Karl-Benno Nagy: Neuer Wall 80, 20354 Hamburg, Deutschland; 8. März 1965 in Hürth, Deutschland;
 - Marc Lefebvre: 30. August 1976 in Liège (Lüttich), Belgien; 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.
3. Als unabhängiger Abschlussprüfer wird PricewaterhouseCoopers Société Coopérative mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg bestellt.
4. Der Sitz der Verwaltungsgesellschaft befindet sich in 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Personen die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Wunsch der vorstehend genannten Personen ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text der Erschienenen vorgelesen wurde, deren Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Seidl, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 13 mai 2013. Relation: RED/2013/747. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE Ausgestellt auf Normalpapier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 13. Mai 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013062041/558.

(130076067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Boone, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 176.115.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth day of the month of April,

Before Us M^e Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Maître Daniel Jean Pierre Boone, Avocat à la Cour, with professional address at 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, such appearing person having requested the undersigned notary to state as follows.

The appearing person is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Boone, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered offices at 49, route d'Arlon, L-1140, Luxembourg, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under registration number B 176.115 (the "Company").

The Company has been incorporated pursuant to a deed received on 21st March 2013 before the same intervening notary, in process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Sole Shareholder requests the notary to enact that:

- the 12,500 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed;
- the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of Article 8, paragraph 9, of the articles of association of the Company (the "Articles");
2. Amendment of Article 10, paragraph 1, of the Articles;
3. Deletion of Article 10, paragraph 2, of the Articles; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the Sole Shareholder took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend Article 8, paragraph 9, of the Articles, by deleting any reference therein to the currently set forth three (3) months' period during which the heirs, successors or the surviving spouse who do not meet the conditions to practice as an attorney shall dispose of their shares in favour of the surviving shareholders after the event giving them entitlement to become shareholder.

As a result of the above, Article 8, paragraph 9, of the Articles, is amended and shall henceforth read as follows:

"The heirs, successors or the surviving spouse who do not meet the conditions to practice as an attorney in the Company shall dispose of their shares in favour of the surviving shareholders, pursuant to the conditions of the present Article 8. If the surviving shareholders do not purchase or otherwise acquire all of the disposed shares, the Company may decide to buy the shares at net book value in accordance with Article 189 of the Law".

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend Article 10, paragraph 1, of the Articles, by deleting any reference therein to the currently set forth period equal to or greater than six (6) months in respect of a disciplinary action resulting in a prohibition to practice.

As a result of the above, Article 10, paragraph 1, of the Articles, is amended and shall henceforth read as follows:

"Any shareholder exercising his profession in the Company shall be excluded in case he is subject to a disciplinary action resulting in a prohibition to practice".

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to delete Article 10, paragraph 2, of the Articles.

As a result of the above, Article 10 of the Articles is amended and shall henceforth read as follows:

"Any shareholder exercising his profession in the Company shall be excluded in case he is subject to a disciplinary action resulting in a prohibition to practice.

The shares of the excluded shareholder shall be repurchased by the other shareholders or by a transferee approved pursuant to the conditions of Article 8. Otherwise, they will be acquired by the Company at net book value in accordance with Article 189 of the Law".

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the present deed, are evaluated at approximately one thousand one hundred Euros (1,100.- EUR).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

En l'an deux mille treize, le vingt-six avril.

Pardevant Nous Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Maître Daniel Jean Pierre Boone, Avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle au 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, lequel comparant ayant requis le notaire instrumentant de dresser l'acte qui suit.

Le comparant est l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société Boone, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.115 (la «Société»).

La Société a été constituée en vertu d'un acte reçu par le même notaire instrumentant en date du 21 mars 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé Unique prie le notaire intervenant d'acter que:

- les 12,500 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société est représenté, de sorte que l'assemblée peut valablement statuer sur tous les points de l'agenda dont l'Associé Unique a été pleinement informé;
- L'agenda de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1. Modification de l'Article 8, paragraphe 9, des statuts de la Société (les "Statuts");
2. Modification de l'Article 10, paragraphe 1, des Statuts;
3. Suppression de l'Article 10, paragraphe 2, des Statuts;
4. Divers.

Après que ce qui précède ait été approuvé par l'Associé Unique, ce dernier a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'Article 8, paragraphe 9, des Statuts en supprimant toute référence au délai de trois (3) mois, à compter de l'événement leur ayant donné vocation à être associés, pendant lequel les héritiers, ayants droit ou le conjoint survivant de l'associé défunt ne remplissant pas les conditions pour exercer la profession d'avocat au sein de la Société devront céder leurs parts aux associés survivants.

Par suite de ce qui précède, l'Article 8, paragraphe 9, des Statuts, est modifié et se lira dorénavant comme suit:

"Les héritiers, ayants droit ou le conjoint survivant ne remplissant pas les conditions pour exercer la profession d'avocat au sein de la Société devront céder leurs parts aux associés survivants, conformément aux dispositions du présent article 8. En cas de refus d'acquisition de tout ou partie des parts par les associés survivants, la Société peut décider de les racheter à la valeur nette comptable conformément à l'Article 189 de la Loi."

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'Article 10, paragraphe 1, des Statuts, en supprimant toute référence à la durée égale ou supérieure à six (6) mois en ce qui concerne une mesure disciplinaire entraînant une interdiction d'exercice professionnel.

Par suite de ce qui précède, l'Article 10, paragraphe 1, des Statuts, est modifié et se lira dorénavant comme suit:

"Tout associé exerçant sa profession au sein de la Société sera exclu lorsqu'il sera frappé d'une mesure disciplinaire entraînant une interdiction d'exercice professionnel".

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de supprimer l'Article 10, paragraphe 2, des Statuts. Par suite de ce qui précède, l'Article 10 des Statuts est modifié et se lira dorénavant comme suit:

"Tout associé exerçant sa profession au sein de la Société sera exclu lorsqu'il sera frappé d'une mesure disciplinaire entraînant une interdiction d'exercice professionnel.

Les parts sociales de l'associé exclu seront rachetées par les autres associés ou par un cessionnaire agréé dans les conditions de l'Article 8. A défaut, elles seront acquises par la Société à la valeur nette comptable conformément à l'Article 189 de la Loi».

Coûts et Dépense

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges à payer par la Société en raison du présent acte est estimé à mille cent Euros (1.100.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. J. P. BOONE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 mai 2013. Relation: LAC/2013/20853. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 mai 2013.

Référence de publication: 2013062866/125.

(130077596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2013.

PEMSTAR Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 76.149.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 29 avril 2013.

Référence de publication: 2013055690/11.

(130067802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Capitis Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 94, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 101.423.

—
L'an deux mille treize, le cinq février.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Christopher KLISOWSKI, administrateur de sociétés, né à Letchworth (Royaume-Uni), le 29 novembre 1958, demeurant à L-1371 Luxembourg, 97, Val Sainte Croix,

ici représenté par Monsieur Klaus KRUMNAU, juriste, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "CAPITIS PARTNERS S.à r.l.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-5692 Elvange, 4, rue d'Emerange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 101423, a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire alors de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 24 juin 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 892 du 3 septembre 2004,

et que les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2174 du 31 août 2012.

- Que le comparant est le seul associé actuel (l'"Associé Unique") de la Société et qu'il a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social à L-2320 Luxembourg, 94, boulevard de la Pétrusse, et de modifier subséquemment l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger."

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts comme suit:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: K. KRUMNAU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 février 2013. LAC/2013/5873. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2013.

Référence de publication: 2013041018/53.

(130050297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Aramis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 144.563.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 05 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean-Marc est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur VEGAS-PIERONI Louis, expert-comptable, né le 26.09.1967 à Fameck (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme

ARAMIS S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2013044793/17.

(130054719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Zeus Participations S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 133.802.

Par la présente, la société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à r.l., dénonce avec effet immédiat le siège social de la société ZEUS PARTICIPATIONS S.A., immatriculée au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro B 133802, de son adresse actuelle : 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Luxembourg, le 4 avril 2013.

Benoy Kartheiser Management S.à r.l.

Référence de publication: 2013045843/11.

(130055597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

MIR Capital Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 173.530.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013040672/10.

(130050001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.
